

Sondage
Zemmour
double Le Pen
par la droite

PAGES 10-11

JEUDI
IDÉES ET
ESSAIS

Les historiens
planchent
sur le travail au
festival de Blois

PAGES 20-23

«Le Nouveau
Monde», manuel
critique du
néolibéralisme

PAGES 24-27

Libération

LULA

«BOLSONARO
VA PERDRE»

Entretien exclusif

«Libé» a rencontré l'ex-chef d'Etat brésilien, figure de la gauche, qui envisage d'affronter le président d'extrême droite en 2022. A un an de l'élection, il est en tête des sondages.

PAGES 2-5

Luiz Inácio Lula da Silva, le 30 septembre. PHOTO TOMMASO PROTTI

Libération

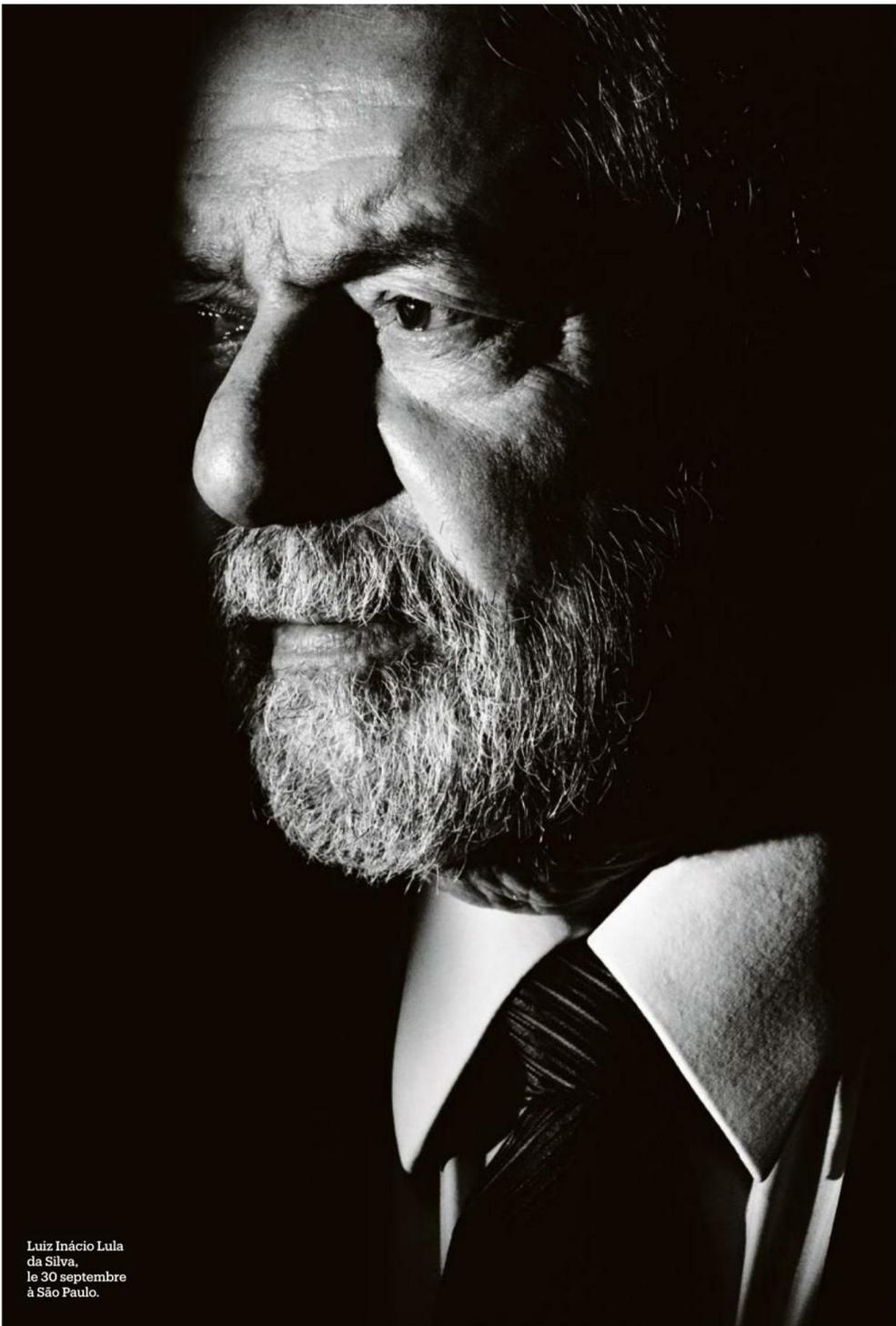


ÉDITORIAL

Par ALEXANDRA SCHWARTZBROD

Attendre

Jair Bolsonaro est devenu un tel danger pour son pays que les Brésiliens semblent prêts à rappeler ce vieux briscard de Lula que l'on croyait condamné à une retraite bien méritée après un séjour de plus d'un an et demi en prison pour de supposés faits de corruption. Ragaillardé par le soutien d'une bonne partie de la population, dopé à l'idée d'être le seul recours face à un président d'extrême droite qui multiplie les atteintes à la démocratie, à l'environnement et à la rationalité, et qui porte une immense responsabilité dans l'incroyable nombre de morts du Covid dans son pays, l'ex-métallo devenu héraut de la gauche a la gnaque et entend bien le faire savoir. A un an de la présidentielle, donné gagnant avec 25 points d'avance sur Bolsonaro, il se prépare. L'interview qu'il nous a donnée est clairement celle d'un futur candidat, même s'il assure «réfléchir encore». Sans doute entend-il attendre le plus longtemps possible avant de se jeter dans l'arène afin de laisser le président brésilien dans l'incertitude, l'empêcher ainsi d'affiner sa stratégie, si tant est qu'il en ait une. Un an, c'est long, il faut pouvoir tenir le choc des coups bas, voire des coups d'Etat. Car c'est une sorte de mafia qui préside aujourd'hui aux destinées du Brésil, prête à tout pour garder le pouvoir et la main sur les richesses du pays. A la manière de la famille Trump qu'il a fallu quasiment déloger par la force de la Maison Blanche. Alors, certes, on peut déplorer le manque de renouvellement au sein du Parti des travailleurs. Il a d'ailleurs bien moins la cote que Lula. Mais l'urgence est de pousser les Brésiliens à se doter d'un leader que le pays mérite. Le Brésil devrait jouer un rôle majeur dans la lutte contre le changement climatique. C'est malheureusement la dernière préoccupation de Bolsonaro, qui continue de saccager consciencieusement l'Amazonie, alors qu'il n'y a plus de temps à perdre. ◆



Luiz Inácio Lula da Silva, le 30 septembre à São Paulo.

«Bolsonaro ne veut pas quitter le pouvoir, mais le peuple en décidera autrement»

A un an de la présidentielle brésilienne, «Libération» s'est longuement entretenu avec Lula. Pas encore candidat mais déjà favori, il étrille le bilan du président d'extrême droite et esquisse les contours d'un retour aux affaires de la gauche.

INTERVIEW

Recueilli par
CHANTAL RAYES
Correspondante à São Paulo
Photo **TOMMASO PROTTI**

On le disait résigné à la retraite après sa sortie de prison fin 2019. Et puis Lula le survivant, la bête politique, est revenu. En mars, le patron de la gauche brésilienne a retrouvé son éligibilité avec l'annulation par la Cour suprême de ses condamnations dans le cadre de la vaste opération anticorruption «Lava Jato». Après deux mandats à la tête du pays, entre 2003 et 2010, Luiz Inácio Lula da Silva est désormais le mieux placé pour battre le président d'extrême droite, Jair Bolsonaro, en 2022.

C'est un Lula en pleine forme, cravate rouge et tout sourire, qui a reçu *Libération* le 30 septembre dans les modestes locaux de sa formation, le Parti des travailleurs. Sans doute pas un hasard : l'ancien métallo fait un retour au bercail, après avoir semblé prendre ses distances avec un PT moins populaire que lui. S'il montrait autrefois pitié blanche pour séduire les milieux d'affaires, le voilà qui retrouve ses accents d'homme de gauche. Lula nous parle à l'oreille de sa «belle relation avec la France». Il nous prend la main, paternel. Déjà en campagne, il use et abuse de son charme. **Etes-vous candidat à la présidentielle de l'an prochain ?**

Beaucoup croient que je plaisante quand je dis que je réfléchis encore. Il leur est difficile d'imaginer que quelqu'un que tous les sondages donnent en tête ne déclare toujours pas sa candidature [Lula est donné gagnant avec 25 points d'avance sur Bolsonaro, ndr]. Ce que je peux dire, c'est que je suis bien disposé. La probabilité que je sois candidat est donc très grande. Nous en discutons au sein du PT,

mais aussi avec d'autres partis et organisations de la société civile, afin de construire une alliance pour gouverner le Brésil à partir de 2023. Nous prendrons sans doute une décision en janvier ou février.

L'élection se tiendra-t-elle comme prévu ? Bolsonaro laisse planer le doute...

Je suis convaincu de la capacité de nos institutions à garantir sa tenue. Bolsonaro va perdre et quittera le pouvoir, comme il se doit. Il devra alors sans doute répondre devant les tribunaux de ses actes arbitraires.

Mille jours après son arrivée au pouvoir, comment se porte la démocratie brésilienne ?

Plutôt bien, si l'on en juge par les aspirations des Brésiliens et le comportement des partis politiques. Ce qui va mal, c'est l'attitude du chef de l'Etat, qui a bafoué toutes les règles civilisées que notre démocratie avait établies, qui sabote les missions d'institutions censées protéger l'environnement et les Amérindiens, pour ne citer que ces exemples. Sans parler de la crise économique et sociale, avec 116 millions de Brésiliens [plus de la moitié de la population] en situation d'insécurité alimentaire et 33 millions au chômage ou condamnés au sous-emploi.

L'image du Brésil à l'étranger a beaucoup pâti de la présidence Bolsonaro...

C'est l'un des chantiers qui attendent son successeur. Historiquement, la diplomatie brésilienne a toujours été très respectée. Même sous la dictature militaire [1964-1985], les relations du Brésil avec le reste du monde étaient modernes et civilisées. Bolsonaro a jeté tout cela à la poubelle. N'ayant d'yeux que pour Trump, il a parlé en mal de la Chine, de la Russie, de l'Argentine, de la Bolivie, du Chili... Il a même offensé personnellement Brigitte Macron [en commentant un post Face-

book qui se moquait du physique de la première dame]! Avec lui, le Brésil est devenu un paria international. Personne ne veut le recevoir ou y être reçu. Fin août, Bolsonaro a fait venir le président de Guinée-Bissau [Umaro Sissoco Embaló, parfois surnommé le «Bolsorano d'Afrique»], histoire d'accueillir quel-
un à Brasília (sourire amusé).

Avec bientôt 600 000 décès officiellement recensés, le Brésil est très durement touché par le Covid-19. Vous avez qualifié Bolsonaro de «président génocidaire». N'est-ce pas inapproprié ?

Cela peut paraître extrême, mais il le mérite ! Un jour ou l'autre, il sera jugé par un tribunal international, pour toutes ces morts qui auraient pu être évitées s'il avait agi correctement. Il a préféré nier la dangerosité du virus, qui ne serait selon lui que les personnes âgées et serait soignable avec un médicament dont l'efficacité n'est pas prouvée [la chloroquine]. Il aurait pu mettre en place un protocole officiel pour orienter villes et Etats [qui ont fini par prendre leurs propres mesures sanitaires] et acquérir, dès août 2020, les 70 millions de doses que lui proposait le laboratoire Pfizer. Rien de tout cela n'a été fait. Nous savons désormais qu'un véritable gang négociait les vaccins au sein du ministère de la Santé.

Bolsa Família, votre programme de lutte contre l'extrême pauvreté, a été pris pour cible par cette nouvelle droite qui a élu Bolsonaro. Or non seulement le chef de l'Etat l'a maintenu, mais il s'approprié à relever de 56 % le montant de cette bourse [30 euros versés tous les mois aux plus démunis] dans le cadre de son offensive sur votre électorat. Qu'est-ce que ça vous inspire ?
Implanter Bolsa Família n'a pas été facile. On nous a accusés de créer des bons à rien qui ne voudraient plus travailler. Les critiques ont

cessé avec la reconnaissance internationale de cette politique redistributive, adoptée depuis par de nombreux pays pauvres. Et c'est cette reconnaissance qui a fait que Bolsonaro n'a pas osé y toucher. Pour recevoir la bourse, il faut vacciner ses enfants et les maintenir à l'école. C'est là clé de son succès. Comme c'est moi qui ai créé le programme, le chef de l'Etat veut en changer le nom, dans l'espoir de convaincre les gens de voter pour lui. Or le peuple est intelligent, il ne se laissera pas tégéliger. Cela dit, Bolsa Família devait être une mesure transitoire jusqu'à ce que la misère soit éradiquée. Je rêve du jour où nous n'en aurons plus besoin. Mais vu le cours des choses, et pas seulement au Brésil, je pense qu'il va falloir tôt ou tard adopter un revenu universel pour ceux que la nouvelle économie a expulsés du marché du travail.

Vous avez passé 580 jours en prison. Quel était votre état d'esprit en vous rendant aux autorités policières, le 7 avril 2018 ?
Pour moi, il était clair que le but ultime du putsch contre Dilma [Rousseff, sa dauphine, destituée en 2016] était de m'atteindre, quitte à inventer des accusations de corruption. Pourquoi ? Parce que notre élite esclavagiste n'a pas digéré l'ascension sociale des plus défavorisés sous la gouvernance du PT, entre 2003 et 2016. Cela a profondément déplu à bon nombre de Brésiliens aisés de voir la jeunesse des banlieues entrer à la fac, l'employée domestique prendre l'avion ou l'ouvrier du bâtiment fréquenter les mêmes boutiques qu'eux. J'aurais pu quitter le Brésil, me réfugier dans une ambassade étrangère. J'ai préféré me rendre pour montrer que Sergio Moro [l'ex-juge anticorruption qui la condamné et vient d'être jugé «partiel» par la Cour suprême] était un imposteur. Je lui ai dit lors de notre premier face-à-face : «Tu es condamné à me condamner, parce que le mensonge a été trop loin. Tu ne peux plus faire marche arrière.» Moro et ses procureurs ont fait le tour des rédactions pour obtenir le soutien des médias. En neuf mois, TV Globo [première chaîne en termes d'audimat] a diffusé à elle seule treize heures de temps d'antenne contre moi ! La presse nous accordait rarement un droit de réponse. Parfois, je me demande si elle ne s'est pas laissée piéger. Je me suis donc efforcé de ne pas céder à la haine. Le courant de solidarité dont j'ai bénéficié, en particulier de la part de mes soutiens en France, m'en a donné la force.

Est-ce le moment de remettre sur le tapis la question de la régulation des médias ? La presse, un acteur politique au Brésil, vous aide désormais en se positionnant résolument contre Bolsonaro.

Et résolument contre Lula aussi. Les médias sont à la recherche d'un candidat capable d'éviter ma victoire et celle de Bolsonaro. La régulation des médias, une prérogative du Congrès national, est prévue dans la Constitution brésilienne. Quel crime y a-t-il à la discuter ? C'est une réforme qui a déjà été faite ailleurs mais qui sème la panique. Dieu sait pourquoi, chez les patrons de presse brésiliens. Là à entendre, réglementer c'est censurer – un mensonge. La censure, nous en sommes quelque chose au PT, nous en sommes victimes depuis si longtemps. [Il durcit le ton] Mais la censure de l'élite n'a pas empêché mon parti de gagner quatre élections consécutives et ne l'empêchera pas de gagner en 2022 s'il présente un candidat.

Depuis le retour au suffrage universel en 1989, vous êtes le candidat naturel du PT, sous l'étiquette duquel vous avez déjà disputé cinq présidentielles. Où est donc le sang neuf ? Où sont les premiers dans ce parti qui se prévaut de sa démocratie interne ?

Combien d'années François Mitterrand est-il resté la personnalité la plus importante de la gauche française ? Même Suite page 4

Suite de la page 3 chose pour Felipe González en Espagne. Un leader politique, ça n'émerge pas tous les jours. Cela étant, le PT est en train de construire son renouveau. Le parti a eu d'autres présidents que moi, et deux autres candidats à la présidence du Brésil: Dilma Rousseff (*étue en 2010*) et Fernando Haddad (*qui a disputé le scrutin de 2018 à la place de Lula, alors en prison*). Nous avons de surcroît de très bons gouverneurs. Je suis très fier de ce que je suis au sein du PT, de ma relation avec mon parti, une relation de compréhension, de respect et de camaraderie qui ne s'est jamais perdue, même quand je n'étais candidat à rien ou que j'étais en détention. Le jour où le PT estimera que je n'ai plus de rôle à jouer, il mettra quelqu'un d'autre à ma place.

Ce n'est pas vous qui décidez de ces choses-là ?

Non. Il y a des débats, des institutions au sein du PT. In fine, c'est le peuple qui décide. Le jour où je serai dépassé, il me dira: «Lula, va-t'en», et je m'en irai.

Quel est votre programme pour un éventuel troisième mandat ?

Vous savez, je n'ai pas besoin de redevenir président. Je l'ai déjà été. Et de ce fait, ma responsabilité est infiniment plus grande que celle

d'autres candidats qui n'ont jamais gouverné. J'ai l'obligation de faire beaucoup plus et beaucoup mieux que ce que j'ai déjà entrepris. Je vais avoir 76 ans à la fin du mois. Mais je me sens l'énergie d'un homme de 30 ans. J'ai appris avec ma mère à ne jamais baisser les bras, et que le seul combat que l'on perd est celui que l'on ne mène pas. Le Brésil a plus que jamais besoin d'un parti comme le PT et de quelqu'un qui a une sensibilité sociale et connaît l'âme de ce peuple comme je le connais.

Vous sera-t-il possible de faire davantage ?

C'est une question de nécessité, car le peuple est plus pauvre aujourd'hui que lorsque j'étais au pouvoir. Je l'ai constaté à l'époque: les pauvres ne sont pas un problème mais plutôt la solution. Dès qu'ils commencent à avoir un peu d'argent, ils consomment et ça fait tourner l'économie. En treize ans, nous avons relevé le salaire minimum de 74%, hors inflation, et fait progresser les revenus des 10% les plus pauvres bien davantage que ceux des plus riches. Cela nous avait permis d'élargir le marché consommateur et d'attirer les investissements étrangers, dont le Brésil était alors devenu l'une des toutes premières destinations. En fait, ma formule est toute simple: c'est mettre les pauvres dans le budget et les riches dans l'impôt sur le revenu.

Votre gauche vous reproche de ne pas avoir formé des citoyens mais de simples consommateurs, qui ont d'ailleurs fini par élire Bolsonaro...

Un président n'a pas ce pouvoir-là. Moi, j'ai créé les conditions nécessaires pour que tous les Brésiliens puissent faire trois repas par jour, avoir accès à l'enseignement supérieur, et garder la tête haute. Je suis d'ailleurs le président qui a ouvert le plus grand nombre d'universités. Former des citoyens dépend des institutions, de l'école, des partis politiques, des syndicats, qui doivent inculquer une conscience de classe. Ça ne se fait pas par décret.

Néanmoins, certains débats auraient pu être engagés. Beaucoup de vos électeurs pensent par exemple, comme Bolsonaro, qu'un «bon bandit est un bandit mort», ce qui alimente une violence policière déjà extrême dans les quartiers pauvres.

Le problème de la violence policière était au cœur de la politique de sécurité publique citoyenne que mon dernier ministre de la Justice, Tarso Genro, avait mise sur pied pour les quartiers. Mais pour une raison qui m'échappe, Dilma n'a pas donné suite à cette politique. La police entre dans les favelas pour tuer. C'est pourquoi je souhaite discuter

de son rôle dans la campagne de l'an prochain. Il se trouve que l'appareil policier relève des Etats fédérés qui tiennent à leurs prérogatives... Une chose est sûre: Bolsonaro n'a pas résolu le problème de la violence qu'il avait pourtant brandi en stendard.

S'il y a élections, si vous êtes candidat et si vous gagnez, certains craignent que l'armée puisse ne pas vous permettre de revenir au pouvoir. Et vous ?

(Il sourit) J'ai entendu ça en 1989 [lors de sa première candidature], en 1994, en 1998, puis en 2002, quand j'ai finalement été élu. Je n'ai aucune inquiétude. Les forces armées n'ont jamais été aussi respectées que sous mon mandat. Ces gens qui sont au gouvernement avec Bolsonaro [les militaires qui détiennent des portefeuilles et occupent des postes dans l'administration] ne les représentent pas.

Les militaires sont aujourd'hui au pouvoir et n'ont pas l'intention de le quitter. Comment comptez-vous les ramener dans les casernes ?

Le premier militaire à ne pas vouloir quitter le pouvoir est Bolsonaro lui-même ! (rires) Mais le peuple va en décider autrement. Le prochain président n'aura pas besoin d'autant de militaires dans son gouvernement. Notre

Le mauvais coup de Jair Bolsonaro

Donné perdant en 2022, le chef de l'Etat, qui conserve le soutien de l'armée, multiplie les démonstrations de force et les menaces de moins en moins voilées.

Qui l'eût cru ? Trente-six ans après la fin de la dictature militaire (1964-1985), le Brésil renoue avec la crainte d'une «rupture». Une menace que laisse planer parfois très explicitement le président d'extrême droite. Ses sympathisants n'ont que deux mots à la bouche: une «intervention militaire» pour débarrasser leur champion des fourches caudines des contre-pouvoirs. «Si c'est bien par le vote populaire qu'il est arrivé au pouvoir, Jair Bolsonaro ne saurait être un acteur de la démocratie, assène la politologue Daniela Campello, chercheuse au Wilson Center de Washington. Depuis le premier jour, ses menaces vont crescendo.»

La dernière secousse remonte au 7 septembre, jour de fête nationale choisie par Bolsonaro pour se livrer à une démonstration de force (réussie) en faveur d'un «nécessaire contre-coup» d'Etat. Rien qu'à São Paulo,

125 000 de ses partisans ont répondu à l'appel. Même fragilisé (il est donné largement perdant à la présidentielle de l'an prochain face à Lula), l'ancien militaire fait preuve d'une extraordinaire résilience. Près d'un quart des Brésiliens lui restent fidèles, en dépit de la crise sociale, économique et sanitaire, avec bientôt 600 000 décès officiels du Covid-19. Une assise suffisante pour jouer la carte du peuple contre la Cour suprême, qui a ouvert une enquête contre lui pour diffusion de fausses informations.

«DÉGRADATION INÉDITE»

La trêve actuelle, après le spasme du 7 septembre, ne trompe personne. Jair Bolsonaro va revenir à la charge. «Il va continuer à montrer que l'armée est de son côté pour l'utiliser dans son rapport de force avec tous ceux qui lui mettent des bâtons dans les roues, contre-pouvoirs, presse ou opposition», prévoit Frédéric Louault, professeur de sciences politiques à l'université libre de Bruxelles. A-t-il seulement les moyens d'une rupture? Peu importe. «Notre démocratie vit d'ores et déjà une dégradation inédite, analyse Daniela Campello. Avec Bolsonaro, c'est le coup d'Etat permanent. Il essaie de

discréditer les institutions civiles comme la Cour suprême. Il a démolis les institutions gouvernementales, qui ne s'acquittent plus de leur mission.»

Pour autant, un coup d'Etat militaire «à l'ancienne» comme celui de 1964 ne semble plus envisageable. «A l'époque, le putsch avait le soutien des Etats-Unis, en plus de l'appui des patrons brésiliens, rappelle l'ancien chef de la diplomatie Celso Amorim. Rien de tel aujourd'hui.» Après la défaite de Donald Trump, Bolsonaro a perdu sa caution internationale. Quant aux milieux d'affaires, ils craignent des sanctions économiques, sans pour autant rompre franchement avec le chef de l'Etat. Reste l'armée, dont le soutien à Bolsonaro «rend crédible la menace de rupture», reprend Daniela Campello: «Voilà pourquoi la réaction des acteurs politiques face à l'érosion démocratique que nous vivons n'est pas à la hauteur. La crainte du chaos les conduit à faire l'économie d'une confrontation avec le Président.» Ou comment la démocratie finit par composer avec un autocrate, dont les méthodes fragilisent en outre l'opposition. «Les gens y réfléchissent à deux fois avant de prendre la rue, par crainte d'une répression violente de la part de la police, autre assise



Jair Bolsonaro lors de la cérémonie marquant les mille jours de sa présidence.

armée du chef de l'Etat», note la chercheuse.

«CLIMAT INSURRECTIONNEL»

Face aux assauts de Bolsonaro contre le système de vote électronique, sujet aux fraudes selon lui, le tribunal

électoral s'est incliné, réservant un siège à un représentant de l'armée dans la commission qui surveillera la transparence du scrutin de 2022. Le président du tribunal a même invité le ministre de la Défense à désigner l'intéressé, un général.

Quant à une destitution, personne n'y croit, quand bien même les motifs ne manquent pas. «Un impeachment pourrait radicaliser plus encore Bolsonaro, souligne Frédéric Louault. L'opposition cherche donc plutôt à le maintenir en place, fragilisé,

société civile a formé assez de cadres pour nous aider à gouverner. La mission des forces armées n'est pas d'occuper des postes réservés aux civils. Je suis sûr qu'elles sauront s'en acquitter avec le même respect que nous leur avons toujours démontré.

Comment le PT entend-il se débarrasser de son image de parti corrompu et réduire ainsi l'aversion qu'il suscite chez une partie des Brésiliens ?

Ce sont nos gouvernements qui ont créé la plupart des instruments juridiques de lutte contre la corruption, grâce auxquels chacun peut contrôler en temps réel jusqu'à la qualité du papier hygiénique en usage au palais du Planalto. Nous avons donné à la Controladoria-Geral da União [instance de contrôle] un statut de ministère et placé ses représentants dans tous les portefeuilles. Nous avons préservé l'indépendance des pouvoirs en désignant le procureur général parmi les trois membres du parquet les mieux élus par leurs pairs. Jamais au PT nous n'avons fait ce que Bolsonaro est en train de faire pour protéger ses fils. Fabricio Queiroz [au cœur d'un scandale de malversations dans le cabinet du fils aîné du chef de l'Etat, le sénateur Flavio Bolsonaro] n'a toujours pas été entendu. L'assassinat, en 2018, de la conseillère municipale de Rio

«Le Brésil a plus que jamais besoin d'un parti comme le PT et de quelqu'un qui a une sensibilité sociale et connaît l'âme de ce peuple comme je la connais.»

Marielle Franco [dans lequel sont mis en cause des miliciens proches d'un autre des fils Bolsonaro] n'a toujours pas été éliminé. Cela s'appelle pratiquer la corruption et la cacher. Le PT est la plus importante formation de gauche d'Amérique latine. Dans les sondages, notre parti recueille de 20 à 30% des préférences, contre seulement 1 à 2% pour le second mieux placé. Les partis brésiliens sont devenus de simples coopératives de députés. Le PT est le seul parti digne de ce nom. Son idéologie est bien définie: défendre le peuple opprimé, le peuple qui travaille, le peuple qui n'a pas de voix.

Quel rôle devrait jouer la communauté internationale dans la préservation de l'Amazonie ?

J'ai moi-même créé le Fundo Amazônia [qui finance des initiatives de préservation grâce à des dons consentis par l'Allemagne et la Norvège]. Pour autant, je m'oppose à l'idée d'un statut international pour la forêt amazonienne, évoqué par Emmanuel Macron. Il y va de notre souveraineté sur l'Amazonie, qui appartient au territoire du Brésil. Il faudrait plutôt, et c'est ce que nous ferons si nous gagnons, inviter le monde développé à investir dans la recherche scientifique pour mettre à profit les propriétés de la biodiversité amazonienne dans les industries pharmaceutique et cosmétique. Un processus qui doit permettre de dégager de la richesse pour le peuple d'Amazonie. Il nous faut un nouveau discours sur le développement, pour expliquer aux Brésiliens que garder un arbre sur pied peut être plus intéressant que de l'abattre pour planter du soja ou élever du bétail; que protéger les écosystèmes et exploiter le potentiel de la biodiversité pourrait rapporter davantage à notre pays que le défrichement.

Certains vous présentent comme le seul capable de réunir un front avec la droite républicaine pour battre Jair

Bolsonaro. Est-ce trop demander ?

Un front républicain, je veux bien, mais à condition que l'on s'engage à changer radicalement la politique économique de Bolsonaro, basée sur les privatisations et la suppression des droits du peuple. Il ne faudrait pas qu'un tel front se résume au seul objectif de le battre aux élections.

Craignez-vous pour votre sécurité ?
Non : je crois en Dieu, je ne fais de mal à personne...

Mais on pourrait vous en faire.

Si un fou arrive pour me tirer dessus comme sur Kennedy... là, je n'y pourrai rien en effet. J'essaie de me protéger. Je suis un type qui ne fréquente ni bars ni restaurants. Il y a trente ans que je n'ai plus de vie sociale.

Bolsonaro assure qu'il n'y a aucun risque de coup d'Etat. Faut-il le croire ?

Il n'est pas en mesure de faire un coup d'Etat. Il a dilapidé ses chances de se bâtir une crédibilité auprès des Brésiliens, et cela, par incapacité politique et psychologique. Bolsonaro n'est pas quelqu'un de civilisé. Il n'aime ni les pauvres, ni les Amérindiens, ni les noirs, ni les femmes, ni les LGBT, ni les syndicats, ni la démocratie. Je suis sûr que le peuple brésilien va se charger de mettre fin à cette ère d'incertitude pour restaurer notre plénitude démocratique. ➔



le 27 septembre à Brasilia. PHOTO UESLEI MARCELINO, REUTERS

Au Parti des travailleurs, sans Lula rien ne va

En baisse dans les urnes et dépassé sur le terrain social par des formations plus radicales, le PT est plus que son ultra populaire fondateur.

Le 29 novembre 2020, coup de semonce pour le Parti des travailleurs: la formation fondée en 1980 par Lula perd 70 communes aux municipales. Un revers qui confirme celui de 2016, où le PT avait été évincé dans 400 villes. Aujourd'hui, il ne compte que quatre *prefeitos* sur les 100 villes les plus peuplées du Brésil, et aucun dans les 26 capitales d'Etat. Seuls 4 millions de Brésiliens sur 212 millions ont un ou une édile PT.

Le constat se vérifie depuis une vingtaine d'années: Lula est bien plus populaire que son parti. Au moment des élections locales de 2012, il affichait un taux de popularité de 80% dont ne bénéficieraient pas les postulants portant ses couleurs. Candidat du PT battu au second tour par Jair Bolsonaro en 2018, Fernando Haddad l'avait bien analysé un an plus tôt, après avoir perdu la mairie de São Paulo: «En étant au pouvoir, le PT s'est renforcé politiquement, mais il a perdu le contact avec la société.» Aujourd'hui plus que jamais, Lula éclipse ses camarades: les principaux dirigeants du PT, dont sa présidente Gleisi Hoffmann, restent peu connus du grand public.

Panne. L'échec local est amer pour le parti: les mairies ont été un marche-pied pour l'accession au pouvoir de Lula, élu président en 2002 après trois échecs. Dès la fin des années 80, la

gestion de villes importantes comme Porto Alegre, São Paulo ou Santos ont projeté l'image de politiques inédites au service de la justice sociale. Ces expériences de participation citoyenne et ces idées novatrices dans les transports, l'urbanisme, la santé, l'éducation ou l'assainissement ont attiré l'attention des gauches du monde entier. Avec son Forum social mondial inauguré en 2001, Porto Alegre a même été le berceau de l'altermondialisme.

Une fois ces fièfs perdus, le PT est apparu en panne d'idées. Malgré ses 1,5 million d'adhérents revendiqués en 2020, il est resté en marge des grands mouvements de société: les combats des femmes et des communautés LGBT contre une violence endémique, les formes multiples de ségrégation subies par les noirs et les autochtones, le droit à la terre ou la défense de l'environnement. Qui s'expriment dans une constellation de collectifs: le Mouvement des travailleurs sans toit (MTST), celui des sans-terres, la Coalition noire, le Front du peuple sans peur et beaucoup d'autres.

Sur sa gauche, le PT a été bousculé par le modeste Parti socialisme et liberté (PSOL), né d'une scission en 2004. Marielle Franco, charismatique conseillère municipale de Rio, en était membre. Noire, féministe, bisexuelle, née dans une favela, elle incarnait la prise de parole de parties de la population largement absentes du débat public. Son assassinat en pleine rue, en mars 2018, avait créé une onde de choc dans la société brésilienne. Deux membres de la police militaire arrêtés dans le cadre de l'enquête sont en attente de jugement.

En 2020, une autre personnalité du PSOL occupe le devant de la scène:

Guilherme Boulos, figure du MTST, parvient à la surprise générale au second tour des municipales à São Paulo. Bien que battu, il personnifie l'émergence dans les urnes de la gauche radicale, comme son camarade Edmilson Rodrigues, élu maire de Belém, capitale de l'Etat du Pará et plus grande ville d'Amazonie avec ses 1,5 million d'habitants. Fin septembre, le PSOL a annoncé qu'il ne présenterait pas de candidat à la présidentielle de 2022, afin de «concentrer les efforts dans la construction d'un front électoral des gauches», seul moyen de battre Bolsonaro.

Attaques. Le Parti socialiste brésilien (PSB), de tendance sociale-démocrate, a infléchi ses discours vers la gauche ces derniers mois. En août, le déjeuneur entre sa figure de proue, le jeune maire de Recife João Campos, et Lula a été très commenté. Le PSB ne renonce cependant pas à présenter son propre candidat. S'il est désigné, João Campos marcherait sur les traces de son père, Eduardo Campos, candidat du PSB à la présidentielle de 2014 avant de mourir en pleine campagne dans un accident d'avion.

L'autre versant de la gauche brésilienne est incarné par Ciro Gomes, crédité de 12,5% au premier tour en 2018. Ancien gouverneur du Ceara, dans le Nordeste, il dirige le Parti démocratique travailliste (PDT) et se place résolument dans l'opposition à Lula, tout il a été le ministre de l'Intégration nationale. Candidat déclaré pour l'an prochain, il concentre ses attaques sur le PT, dans une stratégie visant à gagner des électeurs à droite plutôt qu'à gauche.

FRANÇOIS-XAVIER GOMEZ

dans la perspective d'une tenue des élections. Quitte à prendre un risque.» Et le politologue de conclure: «L'objectif de Bolsonaro est de rester au pouvoir. Si le scrutin lui permet de le faire, il s'y pliera. S'il reste en désavantage, il pourrait en revanche créer un

climat insurrectionnel, afin de justifier une intervention des forces armées pour reporter le rendez-vous électoral et lui donner ainsi le temps de se réorganiser. Une stratégie risquée, car l'armée est divisée.»
CHANTAL RAYES
(à São Paulo)

ÉDITOS/

Facebook, le scandale de trop ?

Par **AMAELE GUITON**
Journaliste au service Enquêtes

Avec les «Facebook files», cette série d'enquêtes publiées ces dernières semaines par le *Wall Street Journal*, puis l'audition mardi au Sénat américain de celle qui en est à l'origine et accuse l'entreprise de faire primer «le profit sur la sûreté» de ses utilisateurs, l'ingénieur Frances Haugen, ce n'est certes pas la première fois – très loin s'en faut – que la firme de Menlo Park se retrouve dans la tourmente médiatique et sous un feu de critiques. On se souvient des reproches essayés après la découverte des campagnes d'influence menées pendant la présidentielle américaine de 2016 par l'Internet Research Agency, une «ferme à trolls» russe ; et tout autant de l'explosion, début 2018, du scandale Cambridge Analytica, du nom de cette firme de «marketing politique» accusée d'avoir siphonné les données de 87 millions d'utilisateurs à des fins de propagande pro-Trump et pro-Brexit. Sans compter moult reproches d'avoir laissé prospérer les discours et campagnes de haine, en particulier contre les Rohingyas, minorité musulmane de Birmanie victime de nettoyage ethnique

qui a fui au Bangladesh. Au vrai, on ne compte plus, ces dernières années, le nombre de fois où les mots «Facebook» et «scandale» ont été accolés.

Pourtant, on ne croit pas avoir entendu, même au plus fort de la «séquence» Cambridge Analytica en 2017, des mots aussi durs, et aussi unanimes, dans la bouche des parlementaires de Washington, que ceux prononcés mardi. «Voici mon message à Mark Zuckerberg, a tonné le sénateur démocrate du Massachusetts Edward Markey. *L'époque où vous pouviez envahir notre vie privée, promouvoir des contenus toxiques et vous en prendre à des enfants et des adolescents est révolue.*» Son collègue républicain du Mississippi Roger Wicker a parlé sans détour de la «faillite morale». L'entreprise pouvait bien riposter, évoquant des documents sortis de leur contexte, et «Zuck» en personne publier un long plaidoyer pro domo appelant in fine le Congrès à légiférer, qui les entendait encore ?

Pour celles et ceux – de plus en plus nombreux avec les années – qui dénoncent le modèle économique de Facebook, l'opacité de ses algorithmes, et plus généralement la prédation des données personnelles par les grandes plateformes numériques, leurs incitations à la viralité



Mark Zuckerberg, patron de Facebook. PHOTO ANDREW CABALLERO-REYNOLDS/AFP

et leurs effets de polarisation, les révélations de la «data scientist» de 37 ans Frances Haugen ne sont malheureusement pas une surprise. Mais elles sont le fait d'une voix venue de l'intérieur qui, mardi, dressait en termes clairs la *big picture* d'un mastodonte obsédé par sa propre croissance, l'œil rivé sur l'«engagement» de ses utilisateurs – partages, likes, commentaires, etc. – et réagissant trop peu, trop tard, voire pas du tout aux alertes sur les effets délétères de ses outils. Le passif était déjà lourd ; plus encore que les enquêtes sur la gestion discrétionnaire des profils «VIP» ou les lacunes de la modération au Mexique ou en Ethiopie, c'est celle accusant Facebook d'avoir pleinement conscience, via ses propres recherches, de l'impact négatif d'Instagram sur nombre d'adolescentes qui a mis le feu aux poudres.

Nul ne sait sur quoi déboucheront les huit plaintes de Frances Haugen contre le géant de Menlo Park devant l'organisme de contrôle des marchés financiers, ni ce qu'il adviendra des promesses des sénateurs assurant que le Congrès «va agir». Il peut y avoir loin de la coupe aux lèvres, d'un épisode médiatique désastreux à la remise en cause d'une puissance économique. Mais l'image de Facebook semble plus atteinte encore qu'en 2018 ; et d'évidence, il ne se trouve plus grand monde, en dehors de l'entreprise elle-même, pour nier ou minorer les problèmes, politiques et sociaux, que posent son modèle et ses choix. Jamais les appels à la régulation n'ont été aussi pressants. Les «Facebook files» ne sont pas seulement un scandale de plus. Ils sont peut-être, à l'échelle des opinions publiques en tout cas, le scandale de trop. ◀

Gérald Bronner, les fake news et les journalistes «malveillants»

Par **LUC PEILLON**
Chef adjoint du service CheckNews

Difficile de lancer plus maladroitement une commission. Nommé le 29 septembre, par Emmanuel Macron, responsable d'un groupe de réflexion chargé de faire des propositions contre le complottisme et la diffusion de fausses informations (sobriement intitulé «les Lumières à l'ère du numérique»), le sociologue Gérald Bronner se voyait reprocher, dès le lendemain, la présence dans ce groupe du chirurgien Guy Vallancien, impliqué dans le charnier de l'université Paris-Descartes. Selon France Inter, Bronner a décidé, mardi, de maintenir Vallancien, ce dernier ayant expliqué – tout simplement – être victime d'une «désinformation». Sous sa direction du Centre du don des corps (CDC), aurait-il rtorqué, «plusieurs mesures salutaires ont été décidées et réalisées [...] pour assurer aux familles un traitement plus respectueux des dernières volontés de leurs proches». Circulez.

Mais le plus problématique, au-delà de cette décision controversée, ce sont peut-être les réponses de Bronner aux questions de nos confrères sur le sujet, l'avant-veille, dans l'émission *C Politique*, sur France 5. Des propos qui en disent long sur sa conception de l'information et du travail des journalistes. «J'ai découvert, comme vous,

toute cette histoire, explique-t-il sur le plateau. Je ne suis pas un inspecteur de police.» Car, selon lui, ceux qui «radiographient chacun des membres [de la commission] sont des «esprits malveillants». Avant de conclure : «Moi, je ne tombe pas dans ces hystéries-là.»

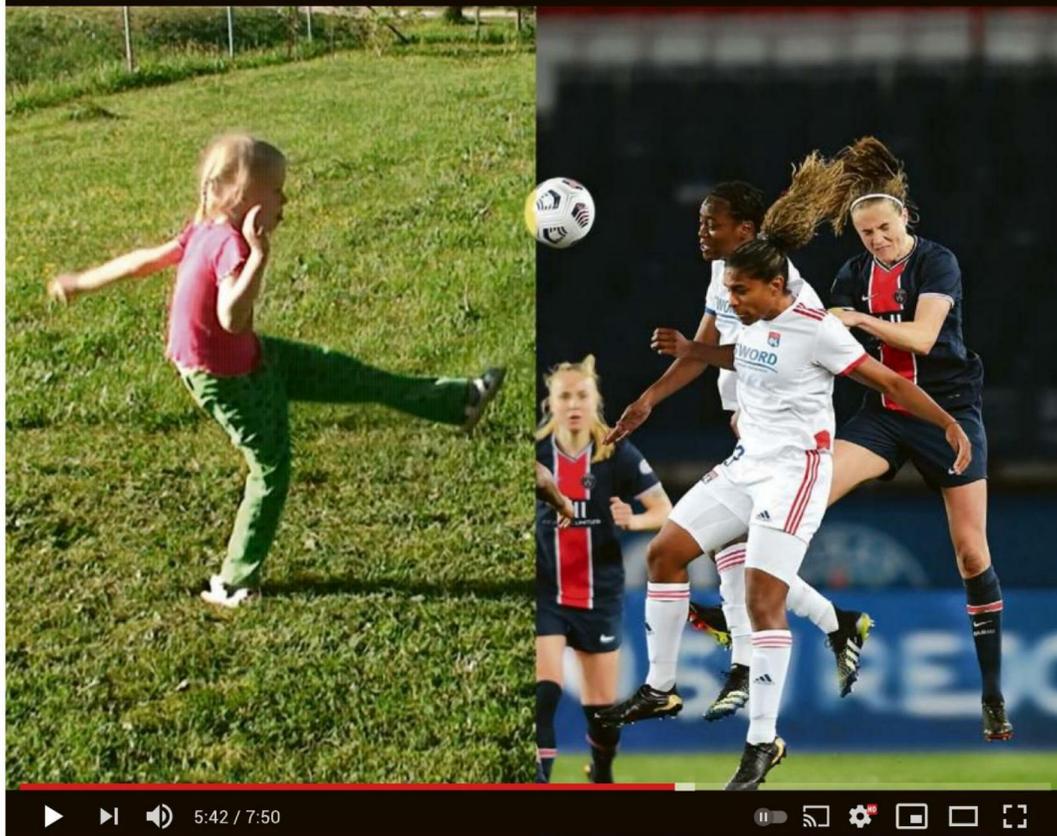
Autour de la table, aucun de nos confrères n'a bronché. Que faut-il pourtant comprendre de ces réponses ? Que ceux qui ont écrit sur le sujet, dont *Libération*, sont des auxiliaires de police ? Que le simple fait de s'intéresser à des personnes nommées dans une commission publique relève d'un «esprit malveillant» ? Que d'enquêter sur des personnages qui seront amenés, éventuellement, via leurs propositions, à peser sur la législation du pays, confine à l'«hystérie» ? On croirait entendre ici la défense prémâchée et tristement prévisible de certains hommes politiques mis en cause par la presse. Tel un Mélenchon qualifiant en 2018 Radio France, après son enquête sur ses comptes de campagne, de «CIA médiatique vouée à propager les dénonciations». Ou son bras droit, Alexis Corbière, considérant nos confrères de la station publique comme des «journalistes malveillants». «Journalistes malveillants», ou

«journalistes-inquisiteurs», ce sont aussi les termes utilisés, plus récemment, par le sociologue Laurent Mucchielli pour qualifier ceux qui ont osé remettre en cause les propos ou les travaux de certains de ses collègues covidio-sceptiques.

L'information se limite-t-elle donc, pour le sociologue, à la retranscription lisse de la parole officielle ? Ou, au mieux, à l'enquête, mais seulement quand elle concerne autrui ? À l'heure où les fabricants de fausses nouvelles prospèrent aussi sur l'affaiblissement de notre profession, débiter un travail destiné à contrer leur expansion en rabaisant les journalistes – et notamment les factcheckers – au rang, disons-le vulgairement, de «fouille-merde», n'est pas le plus grand service à rendre, ni aux journalistes ni à cette commission.

Reste à espérer que les arguments avancés par Vallancien pour sa défense, et relayés par Bronner, relèvent bien de la juste information. Car, pour l'heure, ils jurent singulièrement avec les éléments accablants révélés par notre consœur Anne Juhan, en 2019 et 2020 dans *l'Express*. Or débiter des travaux destinés à lutter contre les fake news en y recourant ajouterait à coup sûr un boulet à une commission déjà bien peu leste. ▶

Candice joue au foot



Depuis plus de 15 ans, nous partageons
la passion des joueuses de foot.

En 2021, avec DAZN, nous partageons en direct
les matchs de l'UEFA Women's Champions League.

Demain est déjà sur YouTube.





Au large de l'île de Kos (Grèce) en juin 2020. PHOTO DR



Un policier croate frappe des migrants à la frontière avec la Bosnie-Herzégovine le 15 juin 2021. L'un des demandeurs

UNION EUROPÉENNE

La police cogne aux frontières



Des vidéos inédites publiées par «Libération» et des médias partenaires

montrent des refoulements violents et illégaux de migrants par les autorités roumaines et croates. De quoi confirmer ce que les ONG rapportent déjà depuis plusieurs années.

ENQUÊTE

Par **TOMAS STATIUS, JACK SAPOCH, ADREI POPOVICIU** et **LAMIA SABC**

Il est 10 heures ce 15 juin, dans le nord de la Bosnie-Herzégovine. De l'autre côté du Korana, un petit ruisseau qui serpente dans cette région boisée, c'est la Croatie. Et par la même occasion, l'Europe. Les berges, bucoliques, sont connues par les associations de défense de droits de l'homme pour être un des endroits privilégiés où la police croate repousse, illégalement, les demandeurs d'asile qu'elle a appréhendés sur son territoire. Un groupe apparaît justement à travers les arbres. La vingtaine. Pakistanaï et Afghans. La veille, ils ont tenté le passage à travers les bois, ultime étape d'un long périple qui les a déjà vus traverser la mer

Egée. Ils sont suivis par quatre hommes. Une cacagoule masque leur visage. Trois ont des matraques en main. «Retournez en Bosnie», lâche le premier, en indiquant du bout de son bâton l'autre côté de la rive. La veille, ces policiers croates les ont arrêtés, un peu plus loin, alors qu'ils essayaient de rallier la capitale. La caméra tremble. Nos journalistes, cachés, planquent depuis des jours pour obtenir des images (visibles sur notre site) de ces *pushbacks*, ces renvois illégaux de migrants, contraires au droit international. Des ONG, à l'instar d'Amnesty International, alertent depuis des années sur la récurrence de ces pratiques à la frontière entre la Bosnie-Herzégovine et la Croatie. Mais les images manquent. Quelques minutes passent. Elles sont difficilement soutenables. Les hommes masqués assènent des coups à tous les demandeurs d'asile qui passent devant eux. L'aboïement d'un chien se fait entendre, au loin. Des cris montent des feuillages. Ils proviennent de l'endroit où les policiers se sont garés, quelques centaines de mètres plus loin. De retour du côté bosniaque, les victimes défilent devant notre caméra pour montrer leurs séquelles – bleues, hématomes, plaies. Hassan (1) raconte : «Ils étaient entre sept et dix hommes, portaient des uniformes et des masques noirs. Il y avait aussi un chien. Si vous tentiez de vous sauver, ils menaçaient de le lâcher à votre poursuite. Ils nous ont alignés puis nous ont jetés dans l'eau.» Cette scène n'est pas isolée. Entre mai et septembre, *Libération* et ses partenaires de Lighthouse Reports, SRF Rundschau, ARD Studio Wien, RTL Croatia, ARD Monitor, Pointer, Novosti et *Der Spiegel* ont été en mesure de filmer onze renvois similaires le long de la frontière entre la Bosnie et la Croatie, la plupart perpétrés par des hommes en uniforme. Le 3 septembre, un de nos drones filme un van blanc, floqué aux couleurs de la police croate. Les policiers

s'approchent au plus près de la frontière avant de repousser une quinzaine de demandeurs d'asile côté bosniaque. «Cette fois-ci, ils ne nous ont pas frappés», raconte Nazila, 16 ans. Ces dernières années, l'adolescente afghane n'a connu que les routes boueuses de l'asile. De Kaboul à Moria, le tristement célèbre camp de migrants installé sur l'île grecque de Lesbos. En tout, sur nos images, ce sont 189 personnes qui ont été renvoyées hors de tout cadre légal, tant en Croatie qu'en Roumanie.

MISSION «KORIDOR»

D'après nos informations, les hommes masqués visibles sur ces vidéos inédites seraient en fait des policiers croates d'élite, membres des forces d'intervention. Cinq agents locaux, que nous avons pu interroger à qui nous avons montré nos images, le confirment. Ainsi qu'un policier bosniaque qui a connaissance des opérations menées de l'autre côté de la frontière. Tout concorde : leurs vestes correspondent aux pardessus officiels de l'unité. Tout comme leurs armes de service, fabriquées par HS Produkt, un armurier local, fournisseur officiel des forces de l'ordre croate. Placés sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, ces agents seraient envoyés à la frontière les jours où le flux de migrants sont importants, assurent trois des cinq policiers croates. Ils sont là en appui de la police aux frontières. «Bien sûr que les *pushback* sont une réalité. Tous les policiers savent qu'ils sont illégaux. Le gouvernement et le ministre de l'Intérieur nous ont dit de faire comme cela», se lamente l'un d'eux, qui a longtemps participé à ces opérations à la frontière, au sein des forces d'intervention. «C'est une mission très demandée, renchérit l'un de ses collègues, toujours en activité. Les policiers sont payés en plus de leurs salaires.» Au moins 400 euros de plus par mois, soutient-il. Le nom de code de cette



Un d'asile montre ses blessures infligées par les forces de l'ordre. PHOTOS LIGHTHOUSE REPORTS

mission? «Koridor» – une série d'opérations créées en 2016 pour lutter contre la contrebande mais qui se concentrent désormais sur la lutte contre l'immigration irrégulière. Cette dernière fait l'objet d'un large financement de l'Union européenne, des projets soutenus par les fonds Asile, migration et intégration (Fami) et Sécurité intérieure (ISF), octroyés tous les six ans par la Commission européenne. Le soutien des Vingt-Sept inclut le financement d'une partie du salaire et même du logement des policiers quand ils sont en mission à la frontière. Total de la facture: 6,8 millions d'euros, rien que pour dix commissariats frontaliers. En Croatie, les renvois ne se déroulent pas sans violence. Plusieurs témoignages recueillis par *Libération* en font état, confirmés par deux po-

liciers croates et un bosniaque. Ce dernier compare la violence de ses voisins croates à de la torture. «*Il y a eu des cas où ils ont battu des groupes si violemment qu'ils ont dû aller à l'hôpital.*» Lors d'un renvoi, il n'est pas rare que les agents confisquent les effets personnels des demandeurs et les détruisent, raconte la jeune Nazila. Plusieurs fois, nos équipes ont été en mesure de filmer des tonneaux de tôle, peu après le passage de la police. Une flammèche devrait doucement des photos, des cartes SIM grecques, des médicaments népalais ou des sacs à dos... «*Il y a une stratégie systématique de renvois de la part de la Croatie,* assure l'universitaire Ana Cuca, membre du Center for Peace Studies à l'université de Zagreb. L'exécuteur croate n'a pourtant de cesse de nier son implication. La représentante

du ministère de l'Intérieur croate, Marina Mandić, assure de son côté que «*la direction générale de la police va envoyer d'urgence une équipe d'experts sur place*» pour enquêter sur nos révélations et établir la «*responsabilité des policiers qui auraient pu participer*» à ces violences. «*Nous nous opposons fermement aux "pushbacks". Nous avons indiqué aux autorités nationales que de telles pratiques sont illégales et doivent faire l'objet d'enquêtes,*» indique de son côté un porte-parole de la Commission européenne, inquiet «*des accusations persistantes de "pushbacks" et de maltraitance de migrants*» à la frontière croate.

«LES ORDRES SONT PUREMENT ORAUX»

Il n'y a pourtant pas qu'en Croatie que les hommes masqués sévissent.

En Grèce, de nombreuses vidéos publiées sur les réseaux sociaux montrent depuis des mois des agents masqués renvoyant inlassablement des demandeurs d'asile en mer. Ce ne sont évidemment pas les mêmes policiers. Et rien n'indique une coordination entre les deux pays. Ici et là, pourtant, les mêmes pratiques. Depuis mars 2020, *Libération* et ses partenaires ont collecté 635 vidéos de ces renvois, au large des côtes hellènes. Quinze d'entre elles montrent des hommes masqués. «*Ce sont bien des garde-côtes. Ils cachent leur visage pour que les réfugiés ne puissent pas les prendre en photo,*» croit savoir un ancien de la maison, à qui nous avons montré ces images. Un gradé, toujours en poste, confirme. Tous deux s'accordent sur un point: les agents qui prennent part à ces opérations illégales font partie de deux unités d'élite, toutes deux membres des garde-côtes: la «*division sous-marine*» et les «*opérations spéciales*». Sur l'une de nos vidéos, du 10 juin 2020, un badge OEA, une division des opérations spéciales, est d'ailleurs visible sur l'uniforme d'un des hommes masqués. Bien que décidées en haut lieu, ces opérations ne font l'objet d'aucun compte rendu ou d'aucune doctrine écrite, avancent nos deux sources policières. «*Les ordres sont purement oraux.*» Contactées par *Libération*, les autorités grecques gardent le silence. La piste des hommes masqués s'arrête dans l'ouest de la Roumanie. La petite ville de Majdan, dans le nord-est de la Serbie voisine, est devenue bien malgré elle le nouveau hot spot des routes migratoires. Depuis la sécurisation, à grands coups de barbelés, de la frontière hongroise, les migrants concentrent désormais leurs tentatives côté roumain. Notre équipe a pu y filmer trois renvois illégaux. Ces images inédites de *pushback* en Roumanie confirment les nombreux rapports publiés ces derniers mois par les ONG. Sur l'une des vidéos, filmée

grâce à une caméra de chasseur fixée à un arbre, un policier pourchasse des migrants, un tonfa à la main. Sur son épaule, collé sur sa veste marine, un insigne de la police roumaine. Sur deux autres vidéos, deux hommes en uniforme, bâton à la main, font asseoir un groupe de migrants avant de leur intimer de retourner du côté serbe. «*On se voit demain,*» répond en anglais l'un d'eux, hilare. En cinq mois, nous avons pu recueillir douze témoignages racontant ces renvois, parfois violents. Comme cette famille syrienne rencontrée à Majdan le 8 septembre, après une tentative infructueuse à la frontière – leur troisième. Les parents et leur enfant racontent avoir été frappés, insultés, humiliés. «*Quand ils nous ont lâchés à la frontière, les policiers nous ont obligés à faire des pompes. Après cela, ils ont continué à nous frapper,*» assure le père, Ali (1). Pendant toute l'opération, les policiers se moquent d'eux et les filment. «*Il nous disaient de montrer notre visage,*» renchérit Sarah, la mère. Les autorités roumaines n'ont pas non plus donné suite à nos demandes d'interview. Visibles sur nos images, les violences sont confirmées par deux policiers roumains, qui soulignent que les agents de la frontière ont parfois recourus à des «*méthodes non orthodoxes*» pour repousser les migrants. L'un d'entre eux, syndicaliste, justifie ces renvois: «*Si vous les prenez tous, vous n'avez nulle part où les mettre.*» Habitué des patrouilles le long de la frontière, un policier serbe confie: «*Nous avons aucun doute sur la parole des migrants. Les Roumains utilisent la violence pour les dissuader de traverser à nouveau.*» Plusieurs fois, raconte-t-il, la police roumaine s'est même aventurée en territoire serbe, à la poursuite de certains demandeurs d'asile: «*Nous avons dû intervenir et les repousser.*» Tout un symbole. ►

(1) Les prénoms ont été modifiés.

EN QUÊTE DE PREUVES

C'est une enquête inédite à laquelle *Libération* a participé. Pendant huit mois, des journalistes de sept pays et huit médias ont collaboré, sous la houlette du consortium néerlandais Lighthouse Reports, pour raconter les refoulements illégaux de migrants aux frontières de l'Union européenne et en identifier les responsables. Tout est parti d'un constat: en Grèce, Roumanie ou Croatie, les témoignages de demandeurs d'asile affluents, recueillis par des associations, des avocats ou des journalistes. Tous décrivent les mêmes scènes: des hommes, femmes et enfants repoussés parfois avec violence hors de l'Europe, sans avoir pu solliciter sa protection. Ces *pushback* sont souvent le fait d'hommes masqués. Des policiers, supposent les migrants, sans en avoir la preuve. Car leurs téléphones sont confisqués et les images manquent. Alors les journalistes du collectif sont allés à la frontière entre la Croatie et la Bosnie, dans cinq villages connus pour être des lieux de refoulements. En Roumanie, un lieu stratégique à la croisée de plusieurs chemins de terre au nord du village serbe de Majdan a aussi été ciblé. En utilisant drones, caméras thermiques et de chasse déclenchables à distance, ils ont pu obtenir des preuves visuelles. Elles établissent que ces *pushback*, loin d'être une dérive, constituent une stratégie établie de la part d'États dont les forces de police sont soutenues financièrement par l'UE.



Un *pushback*, le 8 septembre, près de Majdan, à la frontière serbo-roumaine. PHOTO LIGHTHOUSE REPORTS

Par
DOMINIQUE ALBERTINI
et **NICOLAS MASSOL**
Photo **DENIS ALLARD**

A droite et au Rassemblement national, il y eut d'abord l'incrédulité, et même une pointe de dédain. Eric Zemmour ? Un faiseur de phrases égaré chez les « pros », qu'il faudrait circonvénir ou renvoyer à ses lectures. Pas l'étoffe, pas l'expérience et, en tout cas, pas les moyens d'un prétendant à l'Élysée, tranchaient des états-majors sûrs de leur fait : la certitude, chez Les Républicains, qu'il fait bon être « le parti des gens sérieux » ; une confiance, au RN, nourrie par quarante années de monopole sur le camp nationaliste.

A six mois de l'élection présidentielle, que reste-t-il de ces évidences ? Quelques semaines d'une campagne qui ne dit pas son nom ont fait de l'ancien chroniqueur d'extrême droite condamné pour incitation à la haine raciale le carrefour du débat public. Un sondage de

l'institut Harris pour le magazine *Challenges* publié mercredi le classe deuxième des intentions de vote avec 17% des voix, devant Marine Le Pen (15%) et le mieux placé des candidats de droite, Xavier Bertrand (13%). D'autres enquêtes, depuis la rentrée, ont témoigné d'une rapide montée en puissance du procureur des « chochottes » de droite et des « rentiers » du RN.

Ce tableau interroge des sondages qui, pour des raisons politiques et méthodologiques, appellent « d'importantes précautions dans leur interprétation », selon le politologue Alexandre Dézé, auteur d'une tribune publiée sur le site de *Libé*. Mais il adresse surtout d'embarrassantes questions aux deux partis, menacés par un phénomène dont ils tentent encore de prendre la mesure.

«TROISIÈME HOMME»

Au RN, c'est la stratégie normalisatrice de Marine Le Pen qui est mise à l'épreuve. Avocat du maréchal Pétain, qu'il crédite d'avoir « sauvé » les juifs français, Zemmour ren-

verse la promesse fondamentale du « marinisme » : en finir avec les controverses sur la Seconde Guerre mondiale, première cause, selon la patronne du parti d'extrême droite, des échecs électoraux de son père. Qu'un Zemmour s'en donne à cœur joie sur ce terrain tout en marquant des points au détriment du RN, voilà un rebondissement que Le Pen ne voyait pas venir.

Elle l'imaginait d'autant moins qu'elle n'a jamais caché son dédain pour la « droite hors les murs », ce milieu d'intellectuels ultra qui aspire depuis des années à ouvrir une troisième voie entre droite et extrême droite autour de figures telles que l'ex-conseiller sarkozyste Patrick Buisson, le souverainiste Philippe de Villiers ou le maire de Béziers, Robert Ménard.

De fait, chaque tentative de structurer ce petit cercle s'est jusqu'ici soldée par un échec et le constat résigné du monopole lepéniste sur le « camp national ». « Il y a toujours un emballement autour de la droite hors les murs mais ça finit à chaque

fois en eau de boudin », résume Laurent Jacobelli, porte-parole du RN. Marine Le Pen s'était elle aussi persuadée que rien n'émergerait de ces enthousiastes bavardages pour lesquels elle ne voyait aucun espace politique ; même fragile, la percée sondagière de Zemmour a de quoi ébranler ces certitudes. « Il y a toujours un « troisième homme » dans une élection présidentielle, mais c'est la première fois qu'il vient du camp national », concède Jacobelli.

Pour l'heure, le RN préfère renvoyer Zemmour dans le passé et ne pas attaquer trop frontalement un concurrent populaire dans ses propres rangs. « Lui parle comme Jean-Marie Le Pen dans les années 80-90. A l'époque, il avait raison de le faire : il a mis le thème de l'immigration sur le devant de la scène », défend Philippe Ballard, autre porte-parole du RN. Mais pas question aujourd'hui de changer de stratégie : « Zemmour, c'est la bonne vieille lutte des classes et c'est pour ça que je ne suis pas inquiet : c'est comme Fran-

çois-Xavier Bellamy [tête de liste LR aux européennes de 2019, ndlr] : il avait une tête de premier communiste, les commentateurs ne voyaient pas qu'il était complètement réac et déconnecté. A la fin, il a fait 8% », balaise Jean-Philippe Tanguy, directeur adjoint de la campagne de Le Pen.

«PRODUIT SONDAGIER»

À droite, pendant ce temps, on s'est affolé de voir Zemmour glisser un pied dans la porte. Littéralement : le polémiste s'est invité vendredi à la permanence lilloise de LR. Une photo le montre entouré de jeunes gens souriants, dont l'un arbore une affiche du parti. L'opération était « montée de toutes pièces », se scandalise le président des Républicains du Nord, Sébastien Huyghe : « C'était une réunion [du syndicat étudiant de droite] UNI, un seul militant LR était présent. Zemmour s'est invité au motif que son hôtel n'était pas loin. Ce sont des méthodes d'extrême droite, il est prêt à toutes les manipulations pour faire croire

ÉRIC ZEMMOUR Au RN et chez LR, la crainte du grand dépassement

Dédaigné à droite comme à l'extrême droite, le polémiste presque candidat à la présidentielle pourrait pourtant réussir à déstabiliser les deux partis. Menacées par un phénomène dont elles tentent encore de prendre la mesure, les deux formations préfèrent nier l'évidence.



Au Palais des Congrès à Paris lundi, Eric Zemmour en conférence

qu'il est soutenu.» Cet émoi s'accorde mal avec la sérénité qu'affichent, pour la presse, les figures de la droite. Mercredi, Valérie Pécresse a qualifié Zemmour de «produit sondagier». «Il nous déstabilise beaucoup moins que Marine Le Pen, assure Agnès Evren, vice-présidente de LR. C'est vrai que chez nous, la base est plus radicale que les cadres, mais nous n'avons pas de leçons de gaullisme à recevoir de quelqu'un qui nous explique que Pétain a sauvé des juifs.» Le polémiste ne se prive pas d'exploiter ce hiatus, dans un parti dont la tête condamne ses outrances mais laisse le porte-parole Gilles Platret évoquer une «épuration ethnique» antibalcons dans les quartiers populaires, et dont les militants ont plébiscité la ligne populiste et identitaire de leur ancien président Laurent Wauquiez. Face à un RN «amateur» et un Macron jugé dilettante, les dirigeants de LR ont voulu mettre en avant leur culture de gouvernement, le sérieux de leur programme

et le professionnalisme de leurs cadres: une vocation naturelle à gouverner, au fond, en héritiers revendiqués des fondateurs du régime. Zemmour ne serait, pour Sébastien Huyghe, qu'«un polémiste qui pointe les difficultés mais n'apporte aucune solution réaliste». Resté à mesurer l'efficacité du propos sur un crypto-candidat dont l'approche narrative se soucie moins d'expertise que de frapper les imaginaires: stratégie vouée, pour les uns, à se fracasser sur les exigences de la campagne, rapprochée par d'autres de la victoire culturelle d'un Donald Trump en 2016. Ceux-là redoutent que la droite ne fasse triste figure face à l'attraction du moment. «Le principal danger, c'est l'indifférence», estime une source parlementaire, constatant que son camp fait surtout parler de lui, ces jours-ci, pour ses illisibles querelles de procédures. Et le polémiste aura engrangé, en quelques semaines de tournée, autant ou plus d'intentions de vote qu'un Xavier Bertrand lancé depuis deux ans. ◆

Le presque candidat sur un nuage

Propulsé deuxième dans les intentions de vote dans un dernier sondage, Eric Zemmour surfe sur une notoriété grandissante et profite de son statut de non-candidat pour attirer toujours plus de soutiens.

«**O**fficiellement», Eric Zemmour n'est pas candidat à la présidentielle. Mais il est bien en campagne. Il y a trois semaines, à Nice, lors d'une conférence donnée pour la sortie de son livre autoédité, *La France n'a pas dit son*

dernier mot, le polémiste d'extrême droite condamné pour incitation à la haine raciale s'est félicité devant ses troupes d'avoir «entre un et deux mois d'avance» sur ses prévisions. A l'époque, celles-ci consistaient à atteindre le niveau symbolique des 10% dans les sondages. Le voilà à 17% dans une enquête Harris Interactive pour *Challenges*, deuxième derrière Emmanuel Macron. Sa courbe croise celle de la candidature du Rassemblement national et celles des Xavier Bertrand et Valérie Pécresse.

Fausse casquette. Résultat, le salarié du *Figaro* engrange des soutiens d'ex-marinistes. Après

les encouragements de Marion Maréchal, avec qui il s'est affiché à Budapest les 23 et 24 septembre lors d'un réactionnaire sommet «*démographique*» organisé par le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, c'est Jean-Marie Le Pen qui s'est dit prêt à voter Zemmour s'il était mieux placé que sa fille pour battre Macron. Sur les réseaux sociaux, d'anciens proches évincés de Marine Le Pen – comme l'ex-eurodéputé Aymeric Chauprade – se font un plaisir de vanter son «talents» et ses «convictions fortes». Il ratisse aussi dans les anciens de la Manif pour tous: l'ex-préfet Jean-Paul Bulfer, ancien directeur de cabinet de Christine Boutin, anti-avortement et proche de l'identitaire Jean-Yves Le Gallou, a rejoint, selon *le Point*, l'équipe du pas encore candidat.

Zemmour profite à fond de cette fausse casquette de simple écrivain. Derrière ses énormes séances de dédicaces se dissimulent en réalité de vrais meetings politiques assurés à peu de frais: pas de sono, mise en scène quasi inexistante, une table, un fauteuil, un micro.

Vieilles lubies. Zemmour fait ce qu'il sait faire et ce que ses proches ont prévu pour lui, à savoir des conférences publiques dans des centres-villes, masquant aussi ses difficultés de tribu. Ses événements se résument à un exposé d'une heure où l'auteur préféré des droites radicales rabêche ses vieilles lubies: son obsession pour l'islam ou le fantôme raciste du «grand remplacement». Lundi, au Palais des congrès de Paris, le «débat» avec le philosophe Michel Onfray s'est concentré sur une supposée «*guerre des civilisations*», servant au polémiste de marchepied: 3700 places vendues très vite dans une salle remplie de jeunes scandant «*Président!*».

«*La dynamique est clairement dans le camp de Zemmour, soupire un cadre RN. Il n'y a pas que les sondages. Il y a la ferveur dans les meetings, sa puissance sur les réseaux sociaux, les audiences sur les plateaux, il y a tout qui corrobore. Après, est-ce que sa dynamique va avoir une limite et, du coup, est-ce que le croisement des courbes est réversible?*» Ses adversaires patientent que le moment de l'«*annonce*» de candidature va le faire redescendre. «*Ça va le mettre dans le marigot des candidats et casser son mouvement*», espère un politicien aguerri. Pendant ce temps, ses équipes récoltent des parrainages. Lui promet un vrai programme. Le tout en restant au centre du jeu politico-médiatique.

TRISTAN BERTELOOT



de presse après la soirée-débat avec Michel Onfray.

SÉCURITÉ PRIVÉE

Une mine de contrats suspects en Nouvelle-Calédonie

Pour protéger le gisement de nickel de Goro ciblé par des indépendantistes, l'entreprise Erys Group a employé des dizaines d'anciens militaires comme simples consultants, échappant ainsi à la réglementation.



ENQUÊTE

Par **EMMANUEL FANSTEN**
Dessin
HUGUES MICOL

C'est l'un des plus gros gisements de nickel de la planète, dans une île qui détient à elle seule 25% des réserves mondiales du précieux minéral. Au cœur d'enjeux stratégiques et financiers colossaux, la mine de Goro, en Nouvelle-Calédonie, a été le théâtre de violents affrontements fin 2020. Des incidents qui ont éclaté lorsque son propriétaire, la multinationale brésilienne Vale, a annoncé sa cession à un consortium étranger, Prony Resources, provoquant la colère des indépendantistes kanak. Des intrusions sur le site classé Seveso et l'incendie de plusieurs bâtiments ont alors contraint la gendarmerie à intervenir pour repousser les assaillants. Face à la crise, la société française chargée de superviser la sûreté de la mine, Erys Group, a aussitôt été sommée par son client, Prony Resources, d'embaucher dans l'urgence plusieurs dizaines d'agents de sécurité privée venus de métropole. Au risque de prendre des libertés avec la loi,

comme en attestent de nombreux documents et témoignages recueillis par *Libération*. Quand un ami lui a parlé d'une opportunité en Nouvelle-Calédonie, Antoine (1) n'a pas hésité longtemps avant d'accepter. Ancien militaire des forces spéciales reconverti dans le privé, le trentenaire est habitué aux missions à l'étranger, notamment en Afrique. Mais il n'a encore jamais mis les pieds dans l'archipel du Pacifique et le job offre l'autre avantage d'être grassement rémunéré : plus de 7 000 euros par mois avec les primes. Le 20 janvier, ils sont une quarantaine, pour la plupart anciens militaires, à se retrouver dans un hôtel proche de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle pour signer leurs contrats et régler les derniers détails logistiques avant de décoller pour Nouméa. La veille du départ, un briefing est organisé autour du directeur exécutif d'Erys Group, Alexis Arif. Chacun est alors invité à se présenter succinctement en détaillant ses états de service et les détails de sa carte professionnelle. Le secteur, régi par le Conseil national des activités privées de sécurité (Cnaps), repose en effet sur un sys-

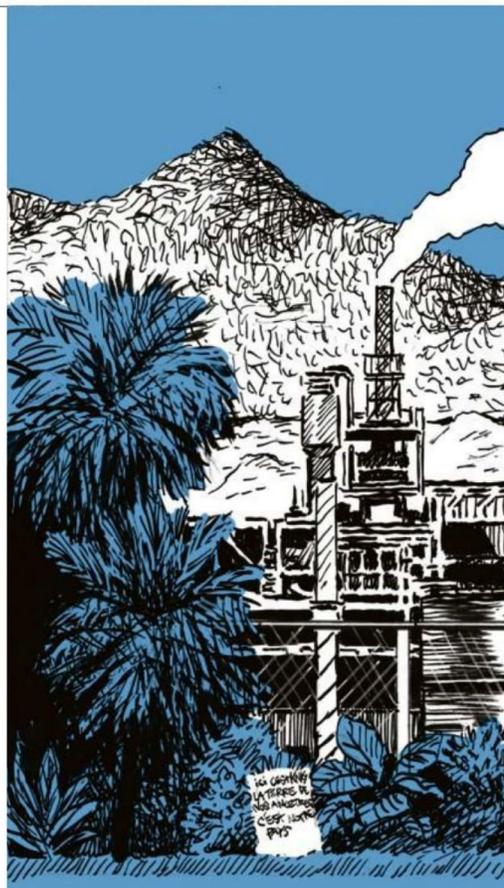
tème d'autorisations délivrées par l'autorité administrative aux agents en fonction de leur spécialité : surveillance humaine, protection rapprochée, sûreté aéroportuaire, sécurité armée... A priori, la protection du site de Goro entre au moins dans la première catégorie. Mais ce jour-là, parmi les nouvelles recrues, ils sont nombreux à détenir des cartes différentes. Certains n'en possèdent même aucune. « J'ai tout de suite trouvé ça louche », se souvient Antoine, qui s'étonne aussi du libellé de son contrat de « chargé de mission sûreté ». Alors qu'Erys Group dispose de trois filiales spécialisées dans la sécurité (Erys Protection, Erys Défense et Erys Sécurité), tous les agents sont invités à signer sous l'égide d'une quatrième filiale, Erys Solutions, spécialisée dans le consulting, et qui échappe donc à ce titre à la vigilance du Cnaps.

« **COMME À VEGAS** »

Face à la surprise de certains agents, Arif se montre rassurant, laissant entendre que l'autorité administrative est informée de cette singularité. Mais une fois sur place, Antoine va vite avoir la confirmation

que les missions n'ont pas grand-chose à voir avec du simple consulting. Après l'arrivée de son groupe, une quarantaine de nouveaux agents ont rejoint la mine de Goro, portant à plus de 80 le nombre de gardes privés déployés sur place. Ces derniers sont répartis en deux équipes baptisées « Alpha » et « Bravo », elles-mêmes divisées en trois groupes. Tous communiquent sur des boucles WhatsApp dédiées, dont Libé a pu consulter de larges extraits. Le premier message du chef de l'équipe Alpha, un ancien officier de la Légion étrangère, donne le ton : « Bienvenue dans la team Alpha (la team parce que "section" a été jugée trop guerrière par les autorités)... » attaque-t-il. Anticipant d'emblée l'hypothèse d'« événements importants » sur le site, il prévient : « Si moi je vous dis de tenir, vous tiendrez. » Avant d'encourager ses subordonnés à s'armer par leurs propres moyens pour mieux riposter en cas d'attaque, comme l'a révélé le site *Intelligence Online* : « Vous allez profiter de vos patrouilles pour vous équiper. Pierres, gourdins, bâtons, etc. Matraques pour ceux qui en ont. » Lucide, le chef d'équipe

précise : « Ce que je vous dis là n'est pas autorisé. Maintenant, je pars du principe que vous êtes tous capables d'agir avec sang-froid et discernement, dans le cadre strict de la légitime défense. En tant que responsable de cette team, je préfère mille fois assumer d'aller en garde à vue et de justifier devant les juges mes décisions et les actes de mes hommes plutôt que d'avoir un de vous au tas. » Pour détendre l'atmosphère, le responsable conclut : « Evidemment, c'est comme à Vegas, ce qui se passe dans la team Alpha reste dans la team Alpha. » Le message porte la signature « LPN », pour « Legio Patria Nostra », le symbole de la Légion étrangère. Voilà le décor planté. Contacté par *Libération*, l'ancien officier assume parfaitement ses propos. « Le site était menacé et on était là pour le défendre, il y avait des intrusions régulières et on n'avait rien, donc il fallait se protéger », justifie-t-il. Au cours des semaines suivantes, les agents sont équipés en matériel de maintien de l'ordre, notamment des casques et des boucliers de protection. Certains sont également munis de cagoules lors de





leurs patrouilles sur le site de 1700 hectares. Des postes fixes sont installés sur plusieurs points stratégiques, où les agents se relaient en binôme pour parer d'éventuelles attaques des indépendantistes. Contacté par *Libération*, le président de Prony Ressources confirme avoir demandé à Erys Group de recruter des «agents de sécurité capables de prévenir toute intrusion sur le site et de pouvoir s'interposer physiquement». Mais il décline toute responsabilité: «On a tout de suite demandé à ce que ces salariés aient des statuts d'agent de sécurité privée dûment habilités». Pendant des mois, pourtant, aucun d'entre eux n'a fait l'objet de la moindre vérification du Cnaps, pas même les chefs d'équipe.

«FLOU ARTISTIQUE»

Outre les patrouilles et la surveillance du site, qui comprend la mine, un port et une usine employant 3000 personnes, plusieurs agents sont ponctuellement affectés à d'autres missions, comme la sécurité des navires à quai à Nouméa ou la protection rapprochée de certains dirigeants de Prony Ressources en déplacement sur l'ar-

chipel. Autant de tâches qui doivent en théorie être strictement encadrées par le Cnaps. «Tout ce qu'on faisait était irrégulier», déplore Antoine. Au fil des semaines, les tensions vont se multiplier à Goro. Plusieurs témoins contactés par *Libération* racontent le «flou artistique» de la mission, les agents livrés à eux-mêmes sur le terrain, les blessures en intervention après des jets de projectiles, les véhicules en rade et l'«amateurisme» de certains responsables, qui contraste avec les enjeux de la mission. Un chef d'équipe est même rappelé à l'ordre par sa hiérarchie pour avoir posté des photos sensibles de la mine sur sa page Facebook.

En interne, ils sont de plus en nombreux à demander ouvertement des comptes. Certains menacent même de saisir le Cnaps. Si bien qu'Alexis Arif, à l'issue d'un audit réalisé sur l'île par un ancien colonel de gendarmerie, décide fin juin de faire signer aux agents des avenants à leur contrat d'origine. Officiellement, car «les missions ont évolué». Les titulaires de cartes «surveillance humaine» passent alors sous la tutelle d'Erys Sécurité, tandis que ceux qui possèdent la carte «protection rap-

prochée» basculent sous Erys Protection. Quant aux autres, qui ne disposent d'aucune carte, ils restent affiliés à Erys Solutions, mais avec de nouvelles missions plus explicites. Ils sont désormais affectés à la «maintenance des équipements» et aux «petites réparations». Bref, plus rien à voir avec la sécurité. «Je vous rappelle qu'il est strictement exclu que ces personnels soient affectés à d'autres tâches», insiste Arif dans un mail adressé aux responsables locaux.

Des consignes aussitôt relayées sur le groupe WhatsApp de l'équipe Alpha. «La direction craint un contrôle du Cnaps, prévient le chef d'équipe. Il est primordial pour ceux qui ne possèdent pas la carte d'agent de sécurité de vous souvenir de votre légende: j'aide le chef de dé-

tachement dans les différents tâches logistiques, je lave les véhicules, je fais la maintenance de premier niveau (changer les ampoules, etc.) et je suis conducteur». Mais ces nouvelles directives sont loin de mettre un terme à la crise. Début août, une enquête préliminaire est ouverte par le parquet de Nouméa pour «faux», «usage de faux» et «fausse déclaration» après un signalement d'un agent local du Cnaps, destinataire d'éléments circonstanciés. Contacté par *Libération*, Alexis Arif assure que tout était en règle et qu'avant la modification de leur contrat les agents avaient pour seule mission de «faire de l'observation», contrairement à ce qu'affirment tous les témoins interrogés. Le directeur exécutif d'Erys aurait hérité d'un contrat de management signé en 2011 avec Vale, avant d'être contraint de répondre à une «demande urgente de son client dans des conditions dramatiques». Les messages bellicieux de l'ancien chef d'équipe Alpha? Les «délires» d'une «brebis galeuse», contre laquelle la société envisage des poursuites. Les investigations judiciaires en cours? Elles n'auraient «concerné que très briève-

ment deux salariés immédiatement mis à pied puis licenciés pour faute lourde». «C'est à notre initiative que nous avons fourni le 20 juin au Cnaps de Nouvelle-Calédonie le listing de nos salariés avec leurs numéros de carte professionnelle, pour qu'une vérification complète soit opérée, insiste le responsable. L'enquête ne peut être tenue responsable des infractions commises par des individus.» Sollicité, le Cnaps assure pourtant que c'est bien à la société de sécurité de faire toutes les vérifications nécessaires avant d'embaucher ses agents. «Ce n'est pas après coup qu'on se renseigne», s'étonne-t-on au siège parisien de l'autorité administrative.

SALAIRES DÉGUISÉS

Une telle affaire aurait-elle pu avoir lieu en métropole? De fait, les contrôles y sont plus fréquents qu'en outre-mer, où les délégations territoriales du Cnaps sont uniquement chargées d'instruire les dossiers. Il existe bien des campagnes de contrôle menées par des agents venus de métropole, mais celles-ci sont bien plus rares. La dernière en Nouvelle-Calédonie remonte ainsi à plus de trois ans. Une autre était prévue en 2020, mais elle a été annulée pour cause de Covid. Le dossier est d'autant plus embarrassant qu'un autre volet pourrait s'avérer problématique. D'après les contrats consultés par *Libération*, près de la moitié du salaire versé par la société de sécurité à ses agents est en effet constituée d'indemnités de «grand déplacement» (90 euros d'hébergement et 42 euros de repas par jour, soit 3969 euros mensuels par salarié), alors même que tous les effectifs sont logés et nourris sur place. Cette prime exceptionnelle pourrait donc s'apparenter à un salaire déguisé permettant d'éviter à l'entreprise de payer des charges sociales. Selon nos informations, un signalement a récemment été fait à l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (Urssaf), dont le préjudice pourrait avoisiner les 2 millions d'euros.

Interrogé à ce sujet, Alexis Arif conteste toute infraction et se contente d'indiquer que cette indemnité est simplement caractérisée par «l'impossibilité pour un salarié de regagner chaque jour sa résidence». Le responsable assure par ailleurs qu'après une «période transitoire», tout est désormais rentré dans l'ordre, précisant que la nouvelle filiale locale de l'entreprise, Erys Sécurité NC, a reçu l'autorisation d'exercer du Cnaps local le 25 août. «Il est évident que si le Cnaps ne considérait pas le groupe Erys dans son ensemble comme un groupe d'entreprises sérieux et professionnel, cette autorisation n'aurait pas été accordée.» Sur ce point pourtant, le Cnaps est parfaitement clair dans ses réponses apportées à *Libération*: «Une enquête judiciaire est en cours et ce n'est pas parce qu'une société obtient un agrément pour exercer qu'elle est clean.»

(1) Le prénom a été modifié.



Fin 2020, l'archipel s'est enflammé. L'exploitation du nickel fait ressortir les défis du processus de décolonisation à l'approche du référendum sur l'indépendance de décembre.

MBAPPÉ BENZEMA

L'âge de tourner la page



Alors que les Bleus jouent contre la Belgique en demi-finale de la Ligue des nations ce jeudi soir, les deux attaquants stars suivent des trajectoires diamétralement opposées au sein du groupe de Didier Deschamps.

ANALYSE

Par **GRÉGORY SCHNEIDER**

Drôle de compétition, drôle d'ambiance, drôle d'équipe. Les Bleus affrontent les Belges ce jeudi à Turin (20h-45 sur TF1) en demi-finale d'une Ligue des nations dont on pense du mal : en étagant les pays européens par niveau et en offrant des filets de sécurité aux membres de la strate supérieure lors des éliminatoires pour le prochain Mondial au Qatar, cette Ligue a cassé la démocratie originelle qui faisait repartir tout le monde à égalité de chances tous les deux ans, lors des qualifications pour la Coupe du monde ou l'Euro. Un fantasme

anglais, italien (la Squadra avait été sortie en amont du Mondial russe, ça n'arrivera plus) ou allemand. Et les Français ? Les Bleus survolent leur groupe de qualification pour le raout qatari. En coulisse, bien sûr, ça gronde. Hugo Lloris, le capitaine et gardien, explique que les copains ne défendent plus, une embarquée émotionnelle inhabituelle chez cet homme de système dessinant en creux la prochaine prise de pouvoir du Milanais Mike Maignan (26 ans déjà) dans les buts. Certains joueurs trouvent le vice-capitaine Raphaël Varane, mur porteur du titre de 2018, bien loin de ses standards passés. D'autres mettent sans détour le fiasco du dernier Euro (éli-

mination en huitièmes de finale contre la Nati suisse, 3-3, 4-5 aux tirs au but) sur le dos de Paul Pogba. Ou plutôt du gouffre stratosphérique entre l'idée que le milieu mancuinien se fait de ses qualités de joueur et les austères réalités de l'équilibre collectif. Manière indirecte de mouiller le sélectionneur, Didier Deschamps, puisque c'est à lui de réduire ce gouffre, une tâche qui fait suer le coach des Bleus depuis 2013 et l'arrivée de Pogba à Clairefontaine.

MBAPPÉ L'INCOMPRIS

Outre cette tâche difficile, le deuxième chantier ayant historiquement absorbé Deschamps est l'ac-

compagnement de la destinée internationale de Kylian Mbappé, immédiatement perçu dès son élosion au printemps 2017 comme le futur du foot français. Et Mbappé a fait exploser le cadre en début de semaine. Sur le mythe martelé par le sélectionneur d'une équipe de France malheureuse contre les Suisses, égarant par distraction un avantage de deux buts (3-1) à dix minutes de la fin : «*Oui et non*, a répondu l'attaquant des Bleus dans l'Equipe lundi. *Oui, parce qu'il aurait suffi de trois fois rien pour être en quart de finale. Non, parce qu'il y avait des prémices. On était quand même plus vulnérables (qu'avant, en 2018). Avant, il fallait se lever de bonne heure pour nous marquer un but. Maintenant, on en prend, des buts... A l'Euro, les Suisses nous ont attaqués direct. Est-ce qu'ils nous auraient attaqués comme ça il y a deux ans ?*» Puis : «*J'ai toujours mis l'équipe de France au-dessus de tout et je la mettrai toujours au-dessus de tout. Je n'ai jamais touché un euro pour jouer en équipe de France* [il reverse

toutes ses primes à des associations, ndr] et je jouerai toujours gratuitement pour mon pays. Surtout, je n'ai jamais voulu être un problème. Mais à partir du moment où j'ai ressenti que je commençais soi-disant à devenir un problème et que les gens me ressentaient comme un problème... Le plus important, c'est l'équipe de France. Et si elle est plus heureuse sans moi, c'est comme ça. On m'a fait ressentir que j'étais un problème, et je l'ai ressenti. Le message que j'ai reçu, c'est que mon ego nous faisait perdre. Que je voulais prendre trop de place et que donc, sans moi, on aurait gagné. » Ainsi, le futur du foot français a envisagé sa retraite internationale à 22 ans. Pour les habitués des arcanes du foot, l'attaquant parisien est difficile à comprendre. Mbappé n'a pas été élevé par les centres de formation, qui déroulent sur des années une méritocratie laborieuse (au sens noble) et infusent au fil de l'adolescence des codes qui suivent les joueurs jusqu'à leur retraite et même au-delà, dans la fraternité silencieuse de ceux qui se doivent l'un l'autre d'avoir écrit une page d'his-



Karim Benzema et Kylian Mbappé lors de l'Euro 2020 à Munich. PHOTO BAPTISTE FERNANDEZ. ABACA

toire. Au vrai, sa famille a toujours eu la main sur le développement du gamin : un oncle prof de maths qui lui donnait deux heures de cours particulier à la moindre alerte, une tante prof d'anglais qui lui remettait deux heures pour faire bonne mesure et des ateliers lecture par wagon, entrecoupés par des visites menées tambour battant de l'aquarium de Saint-Malo et des remparts attendants dans la foulée.

Dans une interview sur le thème de la vitesse et de la précocité donnée à *France Foot* en mai, Mbappé avait décrit pour la première fois une enfance à part, où il s'est trouvé isolé par un statut de surdoué tardivement diagnostiqué et ne s'y retrouvant pas toujours dans les conversations de vestiaire des gens de son âge. Ainsi, on parle d'une altérité ancienne, profonde. À cette aune, pas simple de suivre la façon très personnelle dont il raisonne. On peut cependant essayer.

Mbappé fonctionne à rebours : si une écrasante majorité de ses pairs ne prête l'oreille qu'aux acteurs du football, tirant le rideau sur un monde extérieur et un carnaval mé-

diatique qu'elle juge excessif et coupé des réalités du sport, l'attaquant des Bleus est constamment inquiet de ce que ceux qui ne savent rien du ballon pensent de lui. Parce que ceux-là, c'est tout le monde. Et qu'il le ressent à cette échelle – ses proches expliquant qu'à contrario, il fait son affaire des grandes et petites misères du vestiaire tricolore. À commencer par les critiques d'Olivier Giroud sur son sens collectif, critiques qui n'ont pas peu fait pour alimenter son image d'individualiste auprès du grand public. Ou le soutien plutôt limité qu'il a reçu de ses coéquipiers – quatre se sont manifestés, sur vingt-six – sur la pelouse du stade National de Bucarest après son tir au but manqué contre les Suisses en huitième de finale de l'Euro.

Ça va au-delà du mot «*singe*», employé après l'élimination à l'égard du joueur sur les réseaux sociaux et très mal ressenti par l'intéressé : le manque de soutien fédéral, qui s'apparente non pas à une volonté de ne pas donner d'écho au racisme ordinaire mais à une forme de banalisation de ce même racisme, lui

a fait sentir qu'on ne voulait pas de lui, ou à contrecœur. Le foot étant ce qu'il est, cette sensibilité apparaît comme un luxe extravagant. Même Lionel Messi ou Cristiano Ronaldo ont longtemps fait face à des accusations de manipulation ou d'égoïsme, le premier ayant objectivement détruit plus d'équipes qu'il n'en a fait gagner en siphonnant à lui seul près d'un tiers de la masse salariale du FC Barcelone.

BENZEMA ET LE «GOTHA»

Mais Mbappé en est là. Au bord d'une rupture inédite, à contresser de tout ce que la fréquentation au long cours des affaires du ballon peut apprendre. Par une collusion cosmique, l'autre bout du spectre a été visé dimanche dans *l'Equipe* par un joueur tout aussi rare en interview, et pesant aussi lourd que le Bondynois dans la hiérarchie tricolore : Karim Benzema, revenu en mai après avoir été écarté des Bleus en 2016 par Deschamps pour l'affaire du chantage à la sextape qui sera jugée entre le 20 et le 22 octobre par le tribunal de Versailles. Un proche du groupe tricolore a décrit

«Le plus important, c'est l'équipe de France. Et si elle est plus heureuse sans moi, c'est comme ça. On m'a fait ressentir que j'étais un problème, et je l'ai ressenti.»

Kylian Mbappé dans une interview pour «*l'Equipe*»

ainsi les rapports entre la star du Real Madrid et Deschamps depuis six mois : «*Armistice*.» Une suspension des hostilités n'empêche pas de se demander quel sentiment traversera l'attaquant tricolore si les juges l'innocentent, puisque ses cinq années loin des Bleus relèveraient, dès lors, d'une manière d'injustice. Mais, pour l'heure, Benzema (33 ans) est un puits de sagesse. Lors du dernier

match des Bleus à Décines, à un quart d'heure de voiture de l'endroit où il est né, il a donné l'un de ses maillots tricolores à son tout premier président de club, Jean-Michel Aulas, et un autre à l'éternel conseiller de celui-ci, l'ancien international (et Lyonnais pur jus) Bernard Lacombe : une douce rétrospective, le sentiment un peu plus aigu après la trentaine du temps qui passe et l'importance de remettre du sens dans chaque chose. Sur le dernier Euro, Karim Benzema pèse ses mots : «*C'était bien personnellement.*» Manière, puisque l'attaquant s'est toujours évalué non pas à travers ses statistiques personnelles (quatre buts à l'Euro, troisième meilleur buteur de la compétition derrière le Tchèque Patrik Schick et le Portugais Cristiano Ronaldo) mais sur son apport collectif, d'expliquer qu'il faut regarder ailleurs, par exemple du côté de l'esprit de groupe ou d'une préparation physique (mais il y était soumis aussi) qui a fait débat dans les rangs tricolores.

Par la force des choses, cette équipe de France n'est pas la sienne. Elle a été championne du monde sans lui et il vit sans doute avec l'idée qu'il est surveillé de près. Ne lui reste qu'à prendre ce qu'on lui donne : une compétition de quatrième zone comme la Ligue des nations, un match à la maison avec le maillot bleu, le Mondial qatari à venir. «*Le temps perdu, je ne peux pas le rattraper*, explique-t-il dans l'interview donnée à *l'Equipe*. *On ne réécrit pas l'histoire et la mienne est comme ça. Vous me demandez si j'aurais pu être le meilleur joueur de l'histoire de la sélection sans ces cinq années loin des Bleus mais, déjà, c'est quoi le meilleur joueur de l'histoire ? Ce ne sont que des choix de personne, qui disent que c'est tel joueur, ou plutôt tel autre. Il y a aussi les époques différentes. Ce n'est pas comparable. Pour moi, l'important est d'être dans le gotha. Au-delà de ça, l'essentiel est de savoir ce que toi, tu es. Et ce que tu apportes sur un terrain.*»

Le sport de haut niveau et les épreuves XXL auront mené le Madrilène à sa vérité : l'environnement du foot renvoyé dans les galaxies extérieures, ses pairs tenus à bonne distance faute d'être comme lui dans le «*gotha*» et une vie débarrassée du regard des autres autant que faire se peut. Le monde du dehors l'aura cependant rattrapé, le procès à venir faisant foi. À l'inverse, Mbappé lui court après, comme s'il voulait tout sans vraiment savoir ce qu'il cherche. Sacrée attaque tricolore quand même. ◀



LIBÉ.FR

Baisse de la taxe sur les carburants: «Hidalgo est la première candidate à faire cette annonce»

Pour Pierre Chasseray, directeur général de l'association 40 Millions d'automobilistes, la maire de Paris et candidate bientôt officielle à la présidentielle a compris que l'imposition sur les carburants «est trop lourde» pour les 11 millions de Français qui ont besoin de leur voiture pour aller travailler. Il demande une baisse minimum de 20 centimes par litre. PHOTO DENIS ALLARD



Au palais de justice de Paris, le 28 septembre. PHOTO MARC CHAUMEILL

Procès 13 Novembre: «Pendant deux heures, j'ai vu des gens mourir»

Mercredi, les rescapés du Bataclan ont plongé la cour d'assises spécialement composée dans la nuit d'horreur de la salle de concerts. Les quatre prochaines semaines d'audience sont consacrées à leurs témoignages.

Par **JULIE BRAFMAN** et **WILLY LE DEVIN**

Elle s'avance vers la barre avec l'allégresse estudiantine qui était la sienne. Ses premiers mots sont d'ailleurs pour «le rock qui la fait vivre» et le senti-

ment dionysien qu'il procure: «Je me souviens m'être dit: "Ça va être bon vendredi soir." Il faisait chaud, la salle était comme un sauna, j'ai retiré ma veste, on transpirait. On buvait le whisky qu'on avait planqué dans une fiole tapie au fond de notre sac. Le plan de jeunes fauchés par excellence... Et puis, j'ai regardé les visages des gens. En concert, j'adore faire ça. Ce soir-là, je crois que j'ai vu les visages de tous ceux qui étaient au Bataclan.»

Clarisse, 30 ans aujourd'hui, a de grands yeux bleus, une présence captivante et des mots agiles. Après les corps qui ondulent, elle raconte l'effroi dans les yeux des vigiles, le bruit assourdissant des tirs, et cette fébrilité d'être à «2 mètres des terroristes, de dos» et de penser: «Est-ce que

je vais mourir direct?» Ou encore d'autres choses un peu absurdes: «Vais-je faire la une de Ouest-France? Va-t-on me rembourser les 30,70 euros du concert si j'en sors vivante?» Après être parvenue à s'enfuir jusque dans une «vieille loge pourrie en placo plâtre», elle a fait «comme dans le film GoldenEye» et cassé le plafond des toilettes. Elle va rester là pendant des heures, au milieu de la laine de verre et des fils électriques, faisant promettre à l'inconnu à côté d'elle de l'enlacer quand ils mourraient.

«Eclairs». Mercredi, la cour d'assises spécialement composée a entamé les quatre semaines dédiées aux victimes du Bataclan, la salle de concerts du XI^e arrondissement de Paris où jouait ce vendre-

di-là le groupe Eagles of Death Metal. Seize voix pour raviver cette soirée de son, de bière, de rires, et tenter de décrire «la cacophonie entre la joie et la mort». Cédric avait passé «une bonne journée» ce 13 novembre 2015. A la barre, il sourit encore en repensant à sa tournée de chauffeur livreur bouclée assez tôt pour faire la sieste, à son bonheur simple de sortir en amoureux.

Le reste, il le décrit de façon stroboscopique: «les éclairs» qui jaillissent des fusils d'assaut, la foule qui défile, sa jambe coincée par les piétements, sa compagnie qui s'éloigne vers la sortie de secours tandis qu'il est immobilisé l'oreille contre le sol. «Pendant deux heures, j'ai entendu un homme s'étouffer dans son sang. On nous tirait

comme des lapins dès qu'un téléphone sonnait. Je me disais, si je prends [une balle], il faut continuer de ne pas bouger», énonce-t-il dans son tee-shirt rock, les bras recouverts de tatouages. Pendant deux heures, j'ai vu des gens mourir devant moi et je me suis demandé si ma femme était vivante.» Il la retrouvera quelques heures

«J'ai pensé: "Je veux que vous me tuiez maintenant". Attendre, c'est une torture inouïe.»

Edith 43 ans

plus tard, en pleurs à un feu rouge. Le «meilleur moment de [sa] vie».

Le Bataclan, c'est la loterie de ceux qui sont parvenus à fuir, et de ceux qui sont restés figés, allongés, à compter les interminables rafales de kalachnikov tirées par les trois terroristes. «J'ai entendu leurs revendications, se remémorer Edith, 43 ans. Eh bien je les ai trouvées nulles. Eux? Nuls aussi! Ils sont en train de nous tuer mais ils n'ont aucune conviction. Je les ai entendus rire parce qu'ils n'arrivaient pas à remettre un chargeur.»

Les mains agitées par des spasmes de terreur, Edith revit ces longues heures recroquevillée sous un strapontin, à se dire que ce serait «plus simple d'en finir». «J'ai pensé: "Je veux que vous me tuiez maintenant". Attendre, c'est une torture inouïe, mon corps ne supportait pas cette pression.» L'odeur de la poudre et celle «ferreuse du sang» la hantent toujours. «Les hurlements et les cris de douleur» aussi; et ce sentiment d'une mort «inéductable». Lorsqu'elle sort au milieu de la nuit, complètement sous le choc, elle appelle d'abord un collègue: «Je voulais le prévenir que je ne serai peut-être pas au travail lundi.»

Blessé. Ces heures-là, Helen, 54 ans, les a passées plaquée contre l'estrade, tenant fermement la main de Nick. «Je ne sais pas ce qui se passe en Syrie, moi. J'étais juste avec l'amour de ma vie», témoigne-t-elle d'une voix chancelante, entrecoupée de larmes. Elle sait qu'il est blessé, une balle l'a atteint au ventre. «Il me dit qu'il ne peut plus respirer. Je lui donne de l'air. Il répète encore "Je veux plus respirer". Je l'ai peiné dans mes bras, et là je sens qu'il meurt. Sa peau est très froide, on est allongés dans une flaque de sang.» Avec son accent anglais et son tee-shirt qui voudrait avoir le dernier mot – «Love always wins» –, Helen se souvient de la porte battante menant vers la sortie, des 4 litres de sang perdus et des mots de kiné. Elle a été touchée de plusieurs balles dans la cuisse. Ce soir-là, elle a juste eu le temps de dire «Je t'aime» à Nick, et «Please stop» au terroriste qui lui tirait dessus. ◀



Pédocriminalité : un épiscopat qui ne veut pas entendre parler d'indemnisations

Sur la question cruciale des réparations, l'épiscopat a pris de vitesse la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église avant la remise du rapport. Et mis en place un fonds de dotation, abondé notamment par les fidèles, ce qui va à l'encontre des recommandations du rapport. Chez les victimes, la colère monte. PHOTO HANS LUCAS



Pollution La Californie remonte la piste de la marée noire

L'Etat de la côte Ouest américaine est confronté, depuis ce week-end, à une importante marée noire. Des inspections sous-marines de l'oléoduc d'où provient la fuite ont révélé qu'un segment de 1200 mètres de la canalisation avait été déplacé. Une déchirure d'une trentaine de centimètres a été détectée. Les garde-côtes cherchent à déterminer si l'ancre d'un navire est à l'origine de l'incident. Au total, 24 kilomètres de littoral ont été fermés au public. La pêche a également été interdite. PHOTO AFP

Coalition En Allemagne, Verts et libéraux penchent pour le SPD

Les écologistes allemands ont mis un grand coup d'accélérateur pour la formation du gouvernement de l'après-Merkel. En organisant ce jeudi une première consultation à trois, Die Grünen ont choisi une option sérieuse pour participer à une coalition comprenant les libéraux du FDP et le social-démocrate Olaf Scholz (SPD) comme chancelier. Cette constellation politique, plus populaire selon les sondages, semble actuellement la plus vraisemblable étant donné la situation désespérée de la droite allemande avec laquelle plus personne ne veut parler.

«Les stéréotypes de genre peuvent commencer in utero»

Dans un rapport remis mercredi à la Délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale, les députés Gaël Le Bohec et Karine Lebon formulent une vingtaine de recommandations pour faire la peau aux stéréotypes de genre, point de départ d'un continuum d'inégalités observées tout au long de la vie.

«Dans le travail parlementaire, on agit souvent sur les conséquences, mais finalement assez peu sur les causes. Avec ce travail, on tente d'endiguer le problème dès la racine», explique

AU RAPPORT

deux parlementaires soulignent la nécessité «d'éduquer les parents à l'égalité entre les filles et les garçons dès la grossesse». Pour ce faire, ils suggèrent la mise en place de séances d'accompagnements à la parentalité. «Les stéréotypes de genre peuvent commencer in utero. Il faut mobiliser tous les intervenants à chaque étape de la vie de l'enfant, depuis la parentalité, jusqu'à la scolarité, en passant par la petite enfance», insiste Gaël Le Bohec. Parmi leurs recommandations, on retrouve la revalorisation des métiers de la petite enfance, la correction des biais en matière d'orientation scientifique... Autre levier

d'importance identifié dans ce rapport : l'Éducation nationale et la formation des enseignants. Celle-ci, déplorent les auteurs, «se caractérise par son absence de prise en compte des problématiques liées au genre, qu'il s'agisse des professeurs des écoles ou des professeurs du secondaire». Il faudrait, prônent-ils, instaurer des modules de formation obligatoire sur les stéréotypes de genre : l'un en formation initiale et l'autre en formation continue.

«Cela sous-entend des investissements, pour permettre de bénéficier de remplaçants en nombre suffisants, pour intervenir lorsque les professeurs sont en formation», complète Karine Lebon. Sans qu'il, alerte le rapport, «inconsciemment les enseignants jugent filles et garçons selon un "double standard". Cela est vrai pour les performances et pour les comportements des élèves : l'indiscipline des garçons est tolérée, vue comme un comportement fâcheux bien qu'inévitable, alors qu'elle est stigmatisée et rejetée parfois violemment chez les filles dont on attend la docilité».

VIRGINIE BALLET

A lire en intégralité sur Libé.fr

76%

C'est le taux de chômage, rapporté à la population active, prévu par l'Insee pour le troisième trimestre.

Il serait ainsi inférieur de près d'un point à son niveau d'avant-crise (8,5%) sur la même période en 2019. Sur un plan macro-économique, les chiffres sont indéniables : en 2021, 500 000 emplois auront été créés, après les 300 000 destructions d'emplois nettes provoquées par la crise sanitaire. On entend déjà les «cocorico» du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, sur le thème «c'est bien la preuve que notre politique fonctionne». Mais salariés et demandeurs d'emploi n'ont pas forcément une perception optimiste dans leur vie de tous les jours, surtout au moment où entre en vigueur la très contestée réforme de l'assurance chômage.

Boris Johnson et les conservateurs dans un congrès coupé des réalités

Il ne s'était pas exprimé devant un public aussi large depuis deux ans. L'exercice lui avait manifestement manqué : pendant quarante-cinq minutes mercredi, le Premier ministre britannique, Boris Johnson, a enchaîné les blagues sous les rires et les applaudissements de militants conservateurs galvanisés. Peu d'annonces, mais beaucoup d'effets. Et une série d'éloges sur l'esprit britannique. «C'est cet esprit que nous allons libérer», a conclu Boris Johnson sous un tonnerre d'applaudissements. Ces trois jours de débats et de conférences

menées par les ministres du gouvernement ont réuni 10 000 personnes à Manchester sous haute protection policière. Une expression est sans cesse revenue : *levelling up* («passer au niveau supérieur»). Le concept est apparu dans la campagne tory pour les élections générales de 2019, avec cette définition : «Utiliser nos libertés post-Brexit pour construire la prospérité, renforcer et relever chaque partie du pays.» Un ministère du «Levelling up» a même été attribué à Michael Gove lors du remaniement le mois dernier. A Manchester, il en

a fixé les axes : renforcer le leadership local, élever le niveau de vie, améliorer les services publics afin d'améliorer la qualité de vie dans des régions en déclin. Mais confinés dans leur bulle, les tories ont totalement ignoré les préoccupations du moment : les pénuries de carburant et de nourriture. A l'inverse, ils sont restés sur la même ligne dure sur l'immigration incarnée par la ministre de l'Intérieur, Priti Patel, qui s'est réjouie d'avoir «enfin mis fin à la liberté de circulation». L'objectif est désormais d'arracher les cerveaux du monde

entier. Mais qui va remplacer les chauffeurs de poids lourds européens ? «Nous devons améliorer les conditions de travail et les salaires pour attirer les Britanniques», répond le député Jonathan Gullis. Et puis, c'est l'avantage du Brexit : utiliser l'immigration quand nous avons besoin de personnes à court terme. 5 000 visas temporaires ont été octroyés pour les chauffeurs européens. Pour l'heure, 27 ont répondu à l'appel. **LAURE VAN RUYMBEKE**
Envoyée spéciale à Manchester

A lire en intégralité sur Libé.fr.

«Il est arrivé que des patientes accouchent toutes seules dans un lit de notre maternité parce que personne n'était disponible. C'est violent. Ce n'est pas digne de notre système de santé.»

CORALIE GODMÉ
sage-femme
en Seine-Saint-Denis

Malgré l'annonce, faite par le ministre de la Santé il y a trois semaines, d'un versement d'une prime de 100 euros net et d'une hausse de salaire de 100 euros brut par mois, à partir de janvier, pour celles travaillant à l'hôpital, les sages-femmes ne décollent pas. La profession manifeste ce jeudi à Paris, sa quatrième journée d'action depuis la rentrée. Les mots d'ordre seront principalement axés sur la formation, le manque de moyens humains et la volonté d'appartenir pleinement à la grande famille des professions médicales.

Retrouvez les témoignages de trois sages-femmes sur Libération.fr

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilitée pour l'année 2020 par la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements : 75 (5,50 €) - 92 (5,50 €) - 93 (5,50 €) tarifs 17€ à la ligne définies par l'arrêté du ministre de la Culture et de la Communication de décembre 2019

75 PARIS

Avis divers

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA SEINE ST DENIS

EXTRAIT DE DÉCISION DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL

La commission départementale d'aménagement commercial de la Seine-Saint-Denis a délivré une autorisation tacite le 28 septembre 2021 à la demande d'autorisation d'exploitation commerciale sollicitée par la

SOCIÉTÉ SOCAREN

siège Hôtel de ville 93160 Noisy-le-Grand, en vue de procéder à l'extension d'un ensemble commercial de 3 210 m² à Noisy-le-Grand.

En application de l'article L. 752-17 du code de commerce, le demandeur, le représentant de l'État dans le département, tout membre de la commission départementale d'aménagement commercial, tout professionnel dont l'activité, exercée dans les limites de la zone de chalandise définie pour chaque projet est susceptible d'être affectée par le projet ou toute association les représentant peuvent, dans le délai d'un mois, introduire un recours devant la Commission nationale d'aménagement commercial contre l'avis de la commission départementale d'aménagement commercial.

A peine d'irrecevabilité, la saisine de la commission nationale par les personnes mentionnées ci-dessus est un préalable obligatoire au recours contentieux dirigé contre la décision de l'autorité administrative compétente pour délivrer le permis de construire.

**Divers
socialisé**

Eolis conseil, SASU au capital de 511€. Siège social: Lot 1665 101 rue de Sévres 75272 Paris CEDEX 06 753 327 5668 RCS PARIS. Le 31/08/2021, l'associé unique, MVMS, SARL au capital de 511€, représentée par Maria Atanasova, a décidé la dissolution anticipée sans liquidation de la société Eolis conseil par application de l'article 1844-5-3 du Code de Commerce. Cette dissolution entraîne la transmission universelle de patrimoine de la société Eolis conseil au profit de la société MVMS à l'issue du délai d'opposition qui est de 30 jours à compter de cette publication. Modification au RCS de PARIS.

93 SEINE-SAINT-DENIS

Avis divers

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA SEINE ST DENIS

EXTRAIT DE DÉCISION DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL

La commission départementale d'aménagement commercial de la Seine-Saint-Denis a délivré une autorisation tacite le 28 septembre 2021 à la demande d'autorisation d'exploitation commerciale sollicitée par la société

SAS FIMINCO

siège 14 bis rue de la Faisanderie 75116 PARIS, en vue de procéder à l'extension d'un ensemble commercial flots de 228 m² à Aubervilliers (93300).

En application de l'article L. 752-17 du code de commerce, le demandeur, le représentant de l'État dans le département, tout membre de la commission départementale d'aménagement commercial, tout professionnel dont l'activité, exercée dans les limites de la zone de chalandise définie pour chaque projet est susceptible d'être affectée par le projet ou toute association les représentant peuvent, dans le délai d'un mois, introduire un recours devant la Commission nationale d'aménagement commercial contre l'avis de la commission départementale d'aménagement commercial.

A peine d'irrecevabilité, la saisine de la commission nationale par les personnes mentionnées ci-dessus est un préalable obligatoire au recours contentieux dirigé contre la décision de l'autorité administrative compétente pour délivrer le permis de construire.

Libération
est habilitée pour toutes
VOUS ANNONCES LÉGALES
sur les départements
75 92 93
de 9h à 18h au 01 87 39 84 00
ou par mail
legales-libe@teamedia.fr

Entre-nous

entrenous-libe@teamedia.fr
01 87 39 80 20

JOUR DE FÊTE

Ping du 071009, un jour où nos destins ont changé. En haut de l'Arc, mon histoire d'À, mon tGA et notre sAchA. MonÀ, je t'embrasse comme je t'aime

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr
01 87 39 80 20

MUSIQUE

Achète au meilleur prix

**DISQUES VINYLES
33T-45T-CD**

Jazz, Pop Rock, Soul, Funk, Musique, Classique World Music, Reggae, Hip Hop etc...

Réponse Très rapide, déplacement possible.

PAIEMENT CASH !

**CONTACTEZ NOUS :
07 69 90 54 24**

**ANTIQUITÉS/
BROCANTES**

Achète tableaux anciens

XIX^e et Moderne avant 1960

Tous sujets, école de Barbizon, orientaliste, vue de Venise, marine, chasse, peintures de genre, peintres français & étrangers (russe, grec, américains...), ancien atelier de peinture décédé, bronzes.

Estimation gratuite

Dans le respect des mesures sanitaires en vigueur
EXPERT MEMBRE DE LA CEDOA
V.MARILLIER@WANADOO.FR
06 07 03 23 16

Libération

ABONNEZ-VOUS



SPÉCIAL RENTRÉE
Offre **14,90 €**
pour 3 mois⁽¹⁾
week-end
puis 14,90 € par mois

Soit plus de 37% de réduction par rapport au prix de vente en kiosque. Offre à durée libre sans engagement valable jusqu'au 30.10.2021.

A découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à Libération, Service abonnement Libération, 45 Avenue du Général Leclerc, 60643 CHANTILLY CEDEX. Offre réservée aux particuliers.

Oui, je m'abonne à l'offre intégrale Libération.

ACTULIB21

Mon abonnement intégral comprend la livraison chaque jour de Libération et chaque samedi de Libération week-end par portage⁽²⁾ à l'accès au site et à l'application Libération sans publicité + des newsletters exclusives.

Nom _____

Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Numéro de téléphone _____

E-mail _____ @ _____

(obligatoire pour profiter des services numériques et accéder à votre espace personnel sur libération.fr)

Règlement : Je serai prélevé de **14,90€ pour 3 mois** (soit 12N⁽³⁾) (au lieu de 65,70€, prix au numéro). Je peux résilier à tout moment à la fin de la période des 3 mois.

Par carte bancaire N° _____

Expire le _____
mois année

Signature obligatoire: _____

Par mandat SEPA

IBAN _____

BIC _____ Paiement récurrent

(1) Cette offre est valable jusqu'au 30/10/21 en France métropolitaine. La livraison est assurée par un porteur avant 8h dans plus de 500 villes, les autres communes sont livrées par voie postale. Les informations requises sont nécessaires à Libération pour la mise en place et la gestion de l'abonnement.
(2) Conformément à la loi informatique et libertés d'août 1978 vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de limitation, d'opposition et de suppression des données que nous avons transmises en adressant un courrier à Libération - 2 rue du Général Alain de Boissieu ou en envoyant un mail à donnees-personnelles@liberation.fr. Pour en savoir plus sur les données personnelles, rendez-vous sur <http://libe.lybeo.com>

Vous voulez passer une annonce dans



Vous avez accès à internet ?

Découvrez notre site de prise d'annonce en ligne

<http://petites-annonces.liberation.fr>

A LA TÉLÉ CE SOIR

- TF1**
20h35. Football - Belgique / France. Sport. Demi-finales. Ligue des Nations.
22h45. Après match. 23h00. Esprits criminels. Série.
 Après la pause. Tueur d'enfants. Sous les verrous.
- FRANCE 2**
21h05. Cash investigation. Documentaire. Enquête sur un homme d'influence. **23h10. Complément d'enquête.** Magazine. Papa à tue manan.
- FRANCE 3**
21h05. Chroniques de l'âge tendre. Documentaire.
23h05. La ligne bleue. Documentaire. Giono, une âme forte.
- CANAL+**
21h05. La gaule d'Antoine. Magazine. Suisse. Présenté par Antoine de Caunes. **22h25. Police.** Thriller. Avec Virginie Efira, Omar Sy.
- ARTE**
20h55. Mytho. Série. Épisodes 1, 2 & 3. Avec Marina Hands, Mathieu Demy. **23h25. L'ange exterminateur.** Drame. Avec Silvia Pinal, Tito Junco.
- M6**
21h05. Le meilleur pâtissier. Jeu. Bienvenu en saison 10. Présenté par Marie Portolano. **23h30. Le meilleur pâtissier : gâteaux sur commande.** Jeu.
- FRANCE 4**
21h05. Les nocturnes de l'urbain. Spectacle. Partie 2.
22h00. Les nocturnes de l'urbain. Spectacle. Partie 1.
22h50. Fédé & Leeroy.
- FRANCE 5**
20h55. Les dessous de la Statue de la Liberté. Documentaire. **21h45. L'Empire State Building, un défi technologique.** Documentaire. **22h45. C ce soir.**
- PARIS PREMIERE**
20h55. Les huit salopards. Western. Avec Samuel L. Jackson, Kurt Russell. **23h55. The Movies.** Documentaire.
- TMC**
21h15. Le fil de Belleville. Action. Avec Omar Sy, Luis Guzmán. **23h20. 900** Enquêtes. Magazine.
- W9**
21h05. Tamara vol. 2. Comédie. Avec Héloïse Martin, Rayane Bensetti. **23h50. Tamara.** Film.
- NRJ12**
21h05. Héritages. Magazine. Yves Montand - un héritage d'outre-tombe. **22h55. Héritages.** Magazine.
- CG**
21h15. Balance ton post ! Magazine. **22h30. Balance ton post ! Ça continue.**
- TFX**
21h05. Le labyrinthe. Science-fiction. Avec Dylan O'Brien, Armie Ameen. **23h10. Hancock.** Film.
- CSTAR**
21h00. Au cœur de l'enquête. Magazine. Accidents de la route, bagarres, cambriolages : 100 jours avec les gendarmes de l'Hérault. **23h00. Au cœur de l'enquête.** Magazine.
- TF1 SÉRIES FILMS**
21h00. New York section criminelle. Série. Lourd héritage. Double dames. **22h40. New York section criminelle.**
- 6TER**
21h05. Le meilleur du Marrakech du rire. Spectacle. Les humoristes se déchainent. **22h50. Le meilleur du Marrakech du Rire.** Spectacle.
- CHÉRIE 25**
21h05. A bout portant. Policier. Avec Gilles Lellouche. **22h35. Seul au monde.** Film.
- RMC STORY**
21h05. La folie du camping-car : les vacances en toute liberté. Documentaire. **22h20. La folie du camping-car : les vacances en toute liberté.**
- LCF**
20h30. Débatdoc. Documentaire. France, les chambres de l'exil. **21h30. Débatdoc.**



www.libération.fr
 2, rue du Général Alain de Boissieu, 75015 Paris
 tél. : 01 87 25 95 00

Édité par la SARL Libération
 SARL au capital de 17 807 791 €
 2, rue du Général Alain de Boissieu CS 41717
 75741 Paris Cedex 15
 RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire Presse Indépendante SAS

Cogérants
 Dov Allon,
 Denis Olivennes

Directeur de la publication
 Dov Allon

Directeur de la rédaction
 Dov Allon

Directeur délégué de la rédaction
 Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
 Stéphanie Aubert,
 Lauren Frost,
 Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
 Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
 Michel Becquembois,
 Frédéric Béziau (technique), Laure Bretton (actu), Sabrina Champenois (modes de vie), Gilles Dhers (web), Mathieu Ecoffier (actu), Christian Lossou (enquêtes)

Rédacteurs en chef adjoints
 Jonathan Bouchet-Petersen (France), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (idées), Sonia Delesalle-Stolper (monde), Fabrice Dujoy (spécial), Cécile Mathiot (checknews), Didier Peron (culture)

ABONNEMENTS
 Site : abc.libération.fr
 abonnement@libération.fr
 tarif abonnement 1 an France métropolitaine : 384€
 tél. : 01 55 96 71 40

PUBLICITÉ
 Altice Media Publicité - Libération
 2, rue du Général Alain de Boissieu, 75015 Paris
 tél. : 01 87 25 85 00

PETITES ANNONCES
 CARNET
 Team Media
 10, bd de Grenelle CS 10817
 75738 Paris Cedex 15
 tél. : 01 87 39 84 00
 hpain@teammedia.fr

IMPRESSION
 Midi Print (Gallargues), POP (La Courneuve), Nancy Print (Juville), CILA (Hérisy)
 Imprimé en France
 Membre de OJD-Diffusion
 Contrôle CFPAR : 125 C
 80064. ISSN 0335-1793.



Origine du papier : France
 Traus de fibres recyclées : 100 %
 Papier détenteur de l'Éco-label européen
 N° F1/37/01

Indicateur d'entropisation : PPT 0.009 kg/t de papier

La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prenom.nom@liberation.fr



ON S'EN GRILLE UNE ?

Par GAËTAN GORON

I	1	2	3	4	5	6	7	8	9
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

Grille n° 1948

HORIZONTALLEMENT

1. Semi-bon fumet II. Son chef de file a un nom de pharaon # Eau douce à Saint-Omer # A la casse III. On peut y voir des pouppés russes en géométrie, des matriciochkas en quelque sorte IV. Comme comme # En Normandie, début de reflux V. Il a subi une défaite chez les Viets # Tests d'actualité VI. Réalisés l'os des # VII. Ce mot est ailleurs dans la grille # Seront en déplacement VIII. Avec avanie (et non vanille), marmelles du destin IX. On en mange doublement quand on est nu dans la rue X. Suscités d'origine, il appartient aux terres rares XI. Apparemment la serveuse d'hier vous a offert à boire

VERTICALEMENT

1. Yachts avec voile et moteurs d'égale importance 2. Comme une bonne décision du gouvernement # Ce substantif suit son adjectif 3. Qui forment par mélange quelque chose de nouveau 4. Ce qui fait que la souris fait partir le chat # Sans son 5. Le chat la fait partir # Il a régné après Auguste 6. Cette pile en croise une plus grande # C-gare avec feuilles de tabacs d'une même région # On en fait une ville près de Lyon 7. Commune qui rime avec l'Atlantique qui lentoure 8. Mot désuet pour dire à la mode # 6+3+1+2+3+10+3+1 9. Elle fait le bruit de sa forme # Changements de direction pas encore de raison

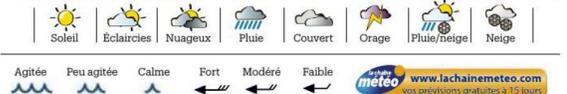
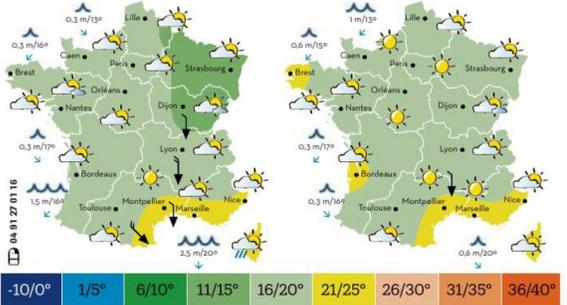
Solutions de la précédente H. 1. ÉPILEPSIE II. MARINE. III. GRAN. TRAG. IV. TUN. CREIL. V. CT. FLOM. VI. LESSIVAIT. VII. TAN. TOI. VII. QUO. IBO. IK. URUMQI. AU. X. ENTOURAGE. XI. SENTERCES. VI. 1. ENCYCLOQUES. 2. PARITÉ. URNE. 3. IRAN. STOUTS. 4. LIN. PSA. MOT. 5. EN. CLINIQUE. 6. PETROV. BIRR. 7. RENATO. AC. 8. ITRAI. IO. ÂGE. 9. ENCLITTIQUES. g.goron@libe.fr

JEUDI ?

Des nuages bas et brumeux sont présents au nord de la Loire. Mistral et Tramontane soufflent au sud-est. Le temps est calme et ensoleillé sur l'arc atlantique. L'APRÈS-MIDI Il fait beau, mais des nappes de grisaille risquent de persister dans les plaines du centre-est. Des avertis pourraient concerner la Corse, où le vent du nord souffle assez fort.

VENDREDI 8

Le temps est frais et parfois brumeux au nord de la Loire. Une ondée est possible en Corse. L'APRÈS-MIDI Le beau temps règne sur le pays avec un ciel souvent tout bleu, à peine voilé de nuages élevés n'altérant pas l'impression de beau temps. L'est de la Corse peut subir un risque d'ondée. Il fait doux au soleil, en particulier sur l'ouest du pays.



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	12	18	Lyon	10	16	Alger	21	26
Caen	13	18	Bordeaux	13	20	Berlin	13	19
Brest	16	19	Toulouse	13	18	Bruxelles	12	17
Nantes	13	18	Montpellier	15	21	Jérusalem	21	30
Paris	12	16	Marseille	14	22	Londres	13	17
Strasbourg	11	15	Nice	17	21	Madrid	17	27
Dijon	11	15	Ajaccio	18	21	New York	19	26

5 SUDOKU 4623 MOYEN

5	1	1						
4	2	3						
8	6	4	7	5				
6	8	3	4		5			
3	6	5	4					
6	2		8					
4	5	8	6					
2		4	3	7				
2		4	2					

5 SUDOKU 4623 DIFFICILE

4	7	9	5	6				
9		4		2	7			
6				7	9	1		
			2	3				
1						2	9	
	2	8						
			5	9			3	
		3	9	6		1		
7	8	2		5				

SUDOKU 4622 MOYEN

6	2	4	3	5	1	8	9
3	4	8	9	1	5	2	6
5	9	1	6	2	8	4	3
8	5	1	6	2	8	4	3
8	5	6	1	4	9	3	7
9	3	4	7	8	2	6	5
1	7	2	3	5	6	9	4
7	5	8	9	3	2	1	4
4	1	3	2	6	7	8	5
2	8	9	5	1	4	7	6

SUDOKU 4622 DIFFICILE

2	8	9	3	4	5	6	7
6	3	2	7	8	4	9	1
4	7	1	5	9	6	8	2
8	9	6	3	4	7	2	1
5	2	7	8	1	9	3	4
1	3	4	6	2	5	9	7
7	6	3	4	8	2	1	9
9	1	2	7	5	3	6	4
3	4	8	9	6	1	7	5

Solutions des grilles de hier

IDÉES/

A Blois, le travail sur le métier des historiens

La couturière du XIX^e siècle, ancêtre du travailleur ubérisé ?

Télétravail et entrepreneuriat sont souvent montrés comme des nouveautés propres de l'époque. Pourtant, au XIX^e siècle déjà, de très nombreux travailleurs œuvrent à domicile et sont payés à la tâche.

Assiste-t-on à la fin du bureau et à l'avènement d'une nouvelle ère, marquée par le télétravail et l'expansion du travail à domicile, sur fond d'une flexibilité accrue des espaces et des temps professionnels ? La pandémie de Covid-19 n'a pas créé à elle seule ce type d'interrogation, mais elle en a renforcé la résonance.

Depuis quelques années, nombre d'observateurs font l'hypothèse que, sous l'effet de mutations technologiques (numérique, intelligence artificielle), économiques et sociales, nous serions entrés dans un autre monde. Ce serait la fin du «vieux» modèle industriel du travail, marqué par le salariat, une activité stable et identique tout au long de la vie, des qualifications définies une fois pour toutes, un système hiérarchique rigide, etc. Sur les ruines de ce modèle, s'en esquisserait un autre : place aux travailleurs ubérisés et aux acteurs des start-up ; place à la mutation des qualifications, à la mobilité des emplois et des fonctions, au sein de structures changeantes, caractérisées par des relations professionnelles à géométrie variable.

Une telle peinture se dessine souvent, que ce soit pour faire l'apologie du monde qui vient (la fameuse «start-up» nation), ou au contraire pour le critiquer, en soulignant, en particulier, la déstabilisation et la pré-

carisation croissantes qui accompagnent ces mutations. Il est loisible cependant de regarder les choses sous un angle un peu différent. Comme toute peinture, utopique ou dystopique, de la vie future, celle-ci décrit des changements indéniables, mais elle repose aussi sur tout une série de grossissements et de simplifications. Tous les travailleurs et toutes les travailleuses des années 2020 sont loin de rentrer dans les cases de ce nouveau monde : le premier confinement qui a réhabilité, pour un temps, les activités «en première ligne» (logistique, approvisionnement, industrie) en a offert d'ailleurs une démonstration. Et, en l'état, aucune donnée ne vient remettre en cause l'une des évolutions les plus massives du travail au XX^e siècle, à savoir la généralisation du salariat.

Une nouveauté radicale

La simplification concerne également le regard porté sur le passé. L'idée qui prédomine est celle d'une nouveauté radicale, sans précédent, de ces transformations du travail, qui trancheraient, sans solution de continuité, avec un ancien monde industriel, présenté de manière très homogène et immuable. Or, les recherches des historiens et des historiennes du travail attestent des situations bien plus diversifiées. Ainsi le XIX^e siècle, le siècle de l'industrialisation, ne se résume-t-il pas à la figure de l'ouvrier d'usine ou à celle du mineur de *Germinal*. Dans les villes comme dans les campagnes, on croise de très nombreux travailleurs, et au moins autant de travailleuses, couturières, cordonniers, bronziers, qui travaillent à domicile ou dans de microscopiques ateliers. Les uns et les autres sont payés à la tâche (à la commande). Ils ne cessent de changer d'emplois – ouvrier, petit commerçant, domestique, salarié – à la recherche d'une stabilité qui, la plupart du temps, les fuit, surtout lorsqu'ils avancent en âge. Même les ouvriers des premières usines ne cessent de bouger et de changer d'emploi, mobilité qui hante un patronat qui ne sait comment fixer cette main-d'œuvre.

Pourquoi souligner de tels traits distinctifs ? Il ne s'agit pas de dire, un peu plate-ment, que nous revenons en arrière, que le XXI^e siècle naissant ressemble au XIX^e ou que les jeunes travailleurs ubérisés sont les héritiers des coutu-

Suite page 22



Seamstress Whitsunday Morning («couturière un matin de Pentecôte») du peintre danois

Par **MARION FONTAINE**



Historienne

C'est une thématique qui était depuis longtemps en gestation aux Rendez-vous de l'histoire de Blois. Enfin donc, cette nouvelle édition qui se tient jusqu'à dimanche a saisi l'opportunité des mutations provoquées par la pandémie pour se pencher sur le thème prolifique du « Travail ». Entrepreneuriat, télétravail, burn-out ou désir

d'émancipation sont autant de réalités contemporaines qui trouvent des précédents dans l'histoire, comme le souligne Marion Fontaine. D'hier à aujourd'hui, de l'ouvrier au politique en passant par l'agriculteur ou l'intellectuel, le travail occupe une place centrale et sensible dans les existences (celle des animaux aussi), le festival

aborde donc les multiples facettes du sujet jusqu'à se pencher sur son quasi-contraire : la paresse. Dans cette histoire riche, l'une des difficultés réside dans le silence des sources sur le labeur des humbles dont la parole reste peu consignée jusqu'au XIX^e siècle, rappelle Corine Maitre. <https://rdv-histoire.com/>

Bosser comme des bêtes

Au XIX^e siècle, les animaux héritent de tâches de plus en plus nombreuses et spécialisées. Ces « moteurs » sont des êtres vivants dont la condition varie entre exploitation et relation complice avec les humains.

Nous avons tous en tête des images d'Épinal de boeufs tirant une charrue ou de chevaux attelés à une charrette. Mais on ne s'interroge guère sur la chronologie de ce recours aux animaux, le renvoyant dans l'« autrefois », une histoire immobile où ces bêtes auraient toujours été présentes, de la même manière, avec la même fréquence, avant la rupture de la modernité motorisée qui les a mises à l'encan et ouvert le « présent ». Il faut se garder de cette illusion. D'une part, les effectifs ont oscillé dans le temps, au gré des fluctuations démographiques et économiques. Des temps de croissance de la population humaine furent des moments de régression de ce cheptel, parce qu'on avait plus de mal à le nourrir, laissant aux hommes l'essentiel des travaux. D'autre part, nos souvenirs renvoient à une période récente et courte, entre seconde moitié du XVIII^e siècle et milieu du XX^e siècle. Ce n'est pas un hasard car il n'y eut jamais autant d'animaux de travail du fait de la croissance démographique, de l'essor économique, de l'urbanisation. En fait, il y eut à la fois continuité avec le passé, car nombre de fonctions étaient connues depuis le Néolithique et certaines s'accroissent ensuite, mais aussi rupture avec ce passé par l'explosion des effectifs et des usages, portés à des niveaux inconnus jusqu'alors, et par l'invention d'emplois nouveaux. Ce moment, ce sommet s'achève très vite au milieu du XX^e siècle.

Des chiens attelés à des charrettes

La croissance du recours aux « moteurs animés », comme on les nomme souvent à la fin du XIX^e siècle, est suscitée par les révolutions industrielle et agricole, gourmandes en forces de travail pour tirer les nouvelles machines, comme les wagons des mines à partir des années 1820 ou les charnues Dombasle, puis les faucheuses, moissonneuses et batteuses des champs à partir du milieu du siècle. La révolution des transports fait de même : batellerie grâce à la création d'un réseau de canaux à partir du XVIII^e siècle ; routes avec le développement d'un réseau national (augmentant les vitesses, les capacités, les rayons d'action des voitures ou des chariots), puis des chemins vicinaux. Si le train ruine la traction animale sur les longues, puis les moyennes distances à partir des années 1860, il les renforce dans les régions non desservies, sur petites distances autour des gares et dans les villes. Là, on fait travailler des bêtes pour des tâches de plus en plus nombreuses et spécialisées : lignes régulières, développées à partir de la Restauration, d'omnibus, puis de tramways, services de voitures, nés plus tôt mais qui croissent très vite, voitures individuelles, louées ou achetées, transport de matériaux, matières premières, produits industriels, articles de magasins, bous des fosses et des rues, ordures, etc. Le cheval est de plus en plus sollicité. Plus prestigieux et rapide, mieux ferré, harnaché, attelé qu'au-

trois, de plus en plus fréquent donc moins cher, il connaît une vulgarisation portant la traction hippomobile à son apogée à la fin du XIX^e siècle. Toute fois, d'autres bêtes sont requises, avec des effectifs croissants. Boeufs et vaches tirent le char et l'araire dans nombre de campagnes, avec l'intérêt d'être polyvalents en fournissant travail et matières. Anes et mulets, robustes, peu coûteux, sont utilisés sur les petits chemins autour des villes, dans le Midi, en montagne. Des chiens sont attelés à des charrettes après 1850 pour économiser un employé, un cheval, un mulet, et emporter à courte distance les produits des maraîchers, artisans, commerçants. L'essor de l'élevage, la restriction des parcours, l'émiettement des propriétés et l'augmentation du niveau de vie suscitent un recours croissant au chien de berger qui connaît son apogée entre 1880 et 1950. La Première Guerre mondiale voit des chiens emporter des messages, chercher des blessés, guider ou avertir les soldats. Mais les guerres sont surtout consommatrices de chevaux, surtout depuis Napoléon qui inaugure un emploi massif de la cavalerie et de l'artillerie de campagne pour enfoncer l'adversaire. Les chevaux sont partout dans les armées jusqu'à la Première Guerre mondiale, puis maintenus dans la cavalerie jusqu'en 1940. Les besoins sont tels que les mulets et les ânes sont enrôlés dès les conquêtes d'Afrique du Nord.

La fondation de la SPA en 1845

Ces « moteurs » sont des êtres vivants dont la condition varie entre brutale exploitation et relation complice, plus selon les psychologies humaines que les sociologies ou les économies. Il reste que la vulgarisation des animaux auprès de gens peu formés et guère soucieux de s'informer rend la violence plus fréquente parmi ces utilisateurs qui demandent toujours plus, ne comprennent pas toujours leurs bêtes et usent d'une brutalité régnant aussi dans les rapports humains. Cette violence suscite la fondation de la SPA en 1845, puis l'adoption d'une loi en 1850, réprimant les sévices publics sur les animaux domestiques. La relation complexe, difficile entre vivants, humains et animaux, fait que, lors de l'abandon des tramways à chevaux à Paris en 1913, le journal *L'Auto* salue la fin de « l'esclavage chevalin ». Il ne s'agit pas de l'esclavage des chevaux, comme nous le croyons aussitôt, mais de celui des humains par les chevaux. La motorisation est saluée comme une libération ! ➔

Table ronde : Bêtes de travail, jeudi 7 octobre à 17h 45 (durée 1h 30) avec Eric Baratay, Fabrice Guizard, Isabelle Heulland, Brigitte Lion et Jean-Marc Moriceau, au château royal de Blois, salle Gaston-d'Orléans.

Par **ERIC BARATAY**



Historien, professeur à l'université de Lyon



Wenzel Ulrik Tornøe (1844-1907). PHOTO 12. ALAMY PAINTERS

IDÉES/

Suite de la page 20 rières ou des petits métiers d'antan. L'histoire ne se répète jamais et le raisonnement par analogie n'a en général qu'une portée limitée. Mais plonger dans les expériences du passé donne au moins à réfléchir. La mobilité, la pluralité des emplois et des cadres de travail, les différentes formes de micro-entrepreneuriat contribuent à la dynamique du XIX^e siècle. Elles constituent en même temps pour les contemporains un sujet de préoccupation. C'est vrai, on l'a dit, du côté du patronat; c'est vrai aussi

pour les observateurs et les membres d'un mouvement ouvrier en gestation. Nombre d'enquêtes décrivent la misère, la précarité et l'isolement qui marquent les travailleurs âgés en zone urbaine ou les ouvrières à domicile. Ces enquêtes s'inquiètent en outre de l'explosion des cadres sociaux et professionnels d'avant (corporations et autres), de la parcellisation et de l'hyper-individualisation des vies dans les grandes villes. Et tout l'effort du mouvement ouvrier peut alors se lire comme une volonté, pour contrer cette

L'histoire ne se répète jamais, le raisonnement par analogie n'a qu'une portée limitée.

dispersion, de reconstituer, à l'échelle locale, nationale et parfois transnationale, des collectifs adaptés aux temps nouveaux – syndicats pour s'organiser, coopératives pour consommer, sociétés de secours mu-

tuel pour se protéger – en attendant de concevoir les premières formes d'Etat social pour protéger les travailleurs. Une fois encore, les défis qui concernent la gestion du travail aujourd'hui sont de nature très dissemblable, et pas uniquement pour des raisons techniques. Certaines questions pourtant font étrangement écho et laissent penser que travailler, au-delà de l'enthousiasme béat et de la déploration nostalgique, les enjeux individuels et collectifs du travail et de son organisation, n'est pas sans enjeu, ni sans signification. ◀

Sortir les plus humbles du silence de l'histoire

Jusqu'au XIX^e siècle, la parole des ouvriers et ouvrières fut rarement consignée. C'est l'un des enjeux d'une histoire du travail «par le bas» qui documente la fatigue des corps, les temporalités ou encore les conflictualités.

Si la parole des ouvriers et des ouvrières devient un peu plus prolixe au cours du XIX^e siècle, elle est difficile à traquer pour les périodes antérieures. Quand elle existe, celle des plus humbles est rarement consignée, n'évoque qu'exceptionnellement la peine au travail et reste cantonnée aux hommes, tant à la ville qu'à la campagne. Plutôt que de se contenter d'en faire le constat, mieux vaut tenter de forcer ce mutisme des sources pour retrouver les multiples facettes de leur vécu. C'est tout l'enjeu d'une nouvelle histoire du travail que les Rendez-Vous de Blois donnent l'occasion de présenter au grand public. Celle-ci a en effet retrouvé en France, comme un peu partout dans le monde, de

nouvelles couleurs depuis un peu plus d'une décennie. Dresser la liste des thèmes qui la parcourent est ici impossible. Mais une des postures méthodologiques fortes qui la traverse est celle d'une «histoire par le bas» lancée dans les années 60 par l'historien britannique Edward Palmer Thompson, revigorée et reformulée.

Le bruit des machines

Certains aspects de la pénibilité du travail peuvent être une évidence dont personne ne parle. La pauvreté des sources a longtemps porté les chercheurs à redoubler leur silence. Il en est ainsi de la fatigue des corps mal nourris, mal soignés et usés par le labeur quotidien. Même les ouvriers d'usine du XIX^e siècle, qui commencent à dire «nous souffrons parce que nous produisons trop», passent sous silence quantité d'agressions qu'ils subissent (1). Le bruit assourdissant des machines dans une filature ou un tissage mécaniques est de ceux-là. Le plus souvent, la pression sonore se situe au-delà de ce que peut supporter l'ouïe humaine. Elle provoque des lésions douloureuses, vite irréversibles. Elle est de surcroît source de fatigue extrême, enfermant l'ouvrier dans une solitude qui rend encore plus éprouvant l'écoulement du temps de travail quotidien. Pourtant, on cherche en vain l'évocation de cet éprouvante sensoriel auquel peu de contemporains ont prêté attention. Sortir de ce théâtre d'ombres est néanmoins possible dès lors que l'on est attentif aux indices qui parsèment, y compris bien avant l'industrialisation, des documents très divers (2). Ce «paradigme de l'indice», pour reprendre les mots de l'historien Carlo Ginzburg, peut également servir à reconstituer l'histoire longue des temporalités et des



Des ouvriers de Schneider à Terrenoire (Loire) vers 1890. ADCC

rythmes du travail de façon à mieux mettre en perspective les débats actuels sur ces sujets. En effet, les questionnements autour du temps de travail remontent bien en deçà du XIX^e siècle. Dans la première utopie de l'époque moderne (1516), Thomas More imagine un monde où le temps de travail serait réduit à six heures quotidiennes. Presque un siècle plus tard, Tommaso Campanella propose, lui, quatre heures par jour (3). Le contraste est saisissant avec les réalités de leur temps où «le triste sort de l'ouvrier» est de s'atteler «au travail comme des bêtes de somme depuis le grand matin jusque bien avant dans la nuit», une «vie abrutissante pour l'esprit et pour le corps [...] pire que la torture et l'esclavage» (4). Treize, quatorze, quinze heures de travail, dix-sept heures parfois à la campagne sont les amplitudes horaires que l'on peut alors reconstituer dans bien des secteurs. La question des pauses est déjà un enjeu de certaines relations de travail, tout comme celle du travail de nuit, structurel dans certains métiers. Ces questions de-

viennent aussi politiques car les autorités s'en mêlent ou sont prises à partie dans les conflits.

A «vêpres basses»

Ainsi, les propriétaires de vignes d'Auxerre, dans un mémoire bien connu des médiévistes, accusent en 1493 leurs employés d'«apettier l'heure» en repartant chez eux à «l'heure de none», soit vers 3 heures de l'après-midi, et non pas à «vêpres basses», autrement dit vers 8 heures du soir. Les travailleurs rétorquent, par la plume d'un avocat et devant le Parlement de Paris, que: «Même s'ils sont de pauvres gens, ce sont des hommes, et on ne peut exiger d'eux le travail d'un bœuf ou d'un cheval (5)». La protestation révèle comment, à la fin du Moyen Âge, les autorités sont sollicitées pour régler le conflit entre ceux qui vendent et ceux qui achètent du labeur et, plus largement, pour imposer des normes temporelles au travail. Les cloches de travail installées dans les grandes villes textiles le sont par les municipalités. Et le roi s'en mêle lorsqu'il impose aux tisserands de Troyes de ne pas s'arrêter pour manger

(1372), lorsqu'il ratifie (1688) le nombre de feuilles de papier que doivent fournir les papetiers chaque jour ou avalise (1698) le nombre de gestes que les tondeurs de draps de la manufacture royale de Sedan doivent faire chaque heure. Ces exemples révèlent que les horaires ne sont pas tout: interviennent aussi l'urgence saisonnière liée à un moment de presse, le contenu même du travail, son intensité, bref, la totalité des rythmes qui le composent et permettent d'en restituer l'épaisseur (6). Contre cela, les ouvriers n'ont eu de cesse d'affirmer leur fierté, leurs coutumes, dans l'espoir de garder, ou de retrouver, la maîtrise de leur travail.

Aussi, l'histoire du travail peut conduire à rêver d'un monde nouveau, où l'utopie ne pêcherait pas par son excès, mais par son insuffisance. Le mythe du pays de Cocagne n'est-il pas apparu au XII^e siècle? Il peut être réinterprété à la lumière du présent en invitant à une culture de l'otium. Elle passerait nécessairement par la contestation d'un capitalisme débridé, la promotion d'une décroissance soutenable, équitable, et la valorisation du travail au service du bien commun. ▶

Par **CORINE MAITTE**



Professeure d'histoire moderne, directrice du laboratoire Analyse comparée des pouvoirs, université Gustave-Eiffel

(1) Archives départementales du Nord, M 607-4/115, non daté (fin 1848).
 (2) *Histoire de la fatigue. Du Moyen Âge à nos jours*, de Georges Vigarello, Paris, Seuil, 2020.
 (3) *La Cité du soleil*, de Tommaso Campanella, Paris, Aden, 2016. Le livre écrit en 1602 sera publié en 1604.
 (4) *L'Utopie*, de Thomas More, Editions sociales, «Essentiel 7», Paris, 1982, pp. 61-62.
 (5) *Les Rythmes au Moyen Âge*, de Jean-Claude Schmitt, Gallimard, Paris, 2016, pp. 669.
 (6) *Les Rythmes du labeur. Enquête sur le temps de travail en Europe occidentale, XIV^e-XIX^e siècles*, de Corine Maitte, Didier Terrier, Paris, La Dispute, 2020.

IDÉES!



HISTORIQUES

Par **GUILLAUME LACHENAL**
Historien des sciences,
professeur à Sciences-Po (Médialab)

Où est Billy?

Face à la demande explosive des consommateurs, les chaînes d'approvisionnement sont sous tension. Ikea ne peut plus acheminer ses mythiques bibliothèques Billy et crée sa propre flotte au pavillon bleu et jaune.

J lance l'alerte: il n'y a plus de bibliothèque Billy à Ikea, et nous regardons ailleurs. Introuvable, pendant tout le mois de septembre, le meuble qui incarne à lui seul le design de masse à la sauce suédoise (3990 euros l'unité de base, 60 millions d'exemplaires vendus depuis 1979). Sur le site web, un petit rond rouge «indisponible»; les rares stocks disparaissent avant que les acheteurs n'aient le temps de trouver une place dans le parking. Même si la firme ne s'en sort pas si mal (essayez ces jours-ci d'acheter un vélo ou un SUV, sans parler du cas de l'Angleterre), Ikea est victime de ce qui est peut-être l'événement économique du siècle: après le *credit crunch* de 2008, voici le *logistics crunch* de 2021.

La presse spécialisée parle de «tempête parfaite»: la demande des consommateurs, tout contents de réinventer leurs vies et de dépenser enfin, a explosé, et les chaînes d'approvisionnement sont sous tension extrême. Ça boumme à chaque étape: les usines et les entrepôts du monde entier jonglent avec les confinements, les congés maladies et les quarantaines, les manutentionnaires et les routiers ont disparu, les porte-conteneurs attendent au large des ports surchargés et les prix de l'énergie s'envolent. Résultat: pénurie partout. C'est ballot: la pandémie se termine et tout se grippe; c'est le retour à la normale qui fait tout dysfonctionner.

Dans le transport maritime, ça tange sérieusement: le prix du fret depuis l'Asie a été multiplié par dix depuis son niveau habituel (atteignant 15000 dollars pour un conteneur de 40 pieds livré à Rotterdam), mais la courbe ne veut plus rien dire, tant les places sont rares sur les bateaux des grands transporteurs. Alors, on tente tout. On reconverit à la hâte des bateaux «vraquiers» en porte-conteneurs, au risque, craignent les assureurs, que la cargaison passe par-dessus bord. Autre option: Ikea a décidé la semaine dernière d'acheter des conteneurs et d'affréter ses propres navires. La firme, que l'on accusa parfois de se comporter comme un quasi-Etat, avec ses fichiers policiers et ses distributions de bulletins de viande, va désormais faire flotter son pavillon bleu et jaune sur les mers – une sorte de retour aux sources du capitalisme mondialiste, inventé au XVII^e siècle par des compagnies à chartre comme la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, dont les investisseurs possédaient à la fois navires, cargaisons et soldats et administraient de fait des territoires entiers (anecdote au passage: «frets» et «vrac» sont deux mots qui nous viennent du néerlandais, instillant dans nos phrases le souvenir du siècle d'or hollandais, du hareng, de la cannelle et des brumes d'Amsterdam). Enfin, la solution la plus radicale est proposée par le patron d'un des plus grands opérateurs portuaires mondiaux, APM Terminals: «Il faudrait ralentir la consommation.»

Quand un géant du capitalisme mondial appelle à ne plus consommer, il se passe peut-être quelque chose. Que le problème vienne des flux de conteneurs n'est pas un détail: ce que l'on appelle la «mondialisation» de la fin du XX^e siècle peut se résumer par l'invention du conteneur. Sa standardisation (norme ISO 668) permet de former des chaînes de transport continues, multimoda-

les et extraordinairement efficaces. Les élèves d'écoles de commerce connaissent la saga: la conteneurisation prend son essor avec la guerre du Vietnam, quand les bateaux approvisionnant l'armée américaine commencent à rentrer aux Etats-Unis «à plein», en chargeant des produits manufacturés ailleurs en Asie. C'est une boîte d'acier qui a fait la mondialisation: en simplifiant radicalement les opérations de déchargement, le conteneur a rendu les dockers (et leurs syndicats) inutiles et inoffensifs, et les routiers interchangeables comme les boîtes qu'ils transportent, rendant possible désindustrialisation à l'Ouest et délocalisations vers l'Asie. Rien d'anodin, donc, quand Ikea essaye de réinventer une logistique archaïque, en imitant les Etats occidentaux qui envoyaient l'an dernier des avions militaires chercher des masques en Chine. Le temps se déboîte, disait Hamlet. On plaidera bien sûr l'accident de parcours: le Covid-19, le Brexit, le

gaz russe, le blocage du canal de Suez au printemps, et le sous-investissement chronique dans le transport, quasiment «gratuit» jusqu'à récemment. Mais les économistes y verront peut-être une bifurcation plus profonde: on pensait sortir de la crise en soutenant la demande, en arrosant l'économie de plans de relance, et voici venir une crise de l'offre assez inouïe. Les réflexes keynésiens n'y pourront pas grand-chose: les Banques centrales savent créer des milliards, mais n'ont pas trouvé comment conduire les camions. De ce point de vue, c'est peut-être le capitalisme qui s'est sabordé tout seul. Je ne sais pas vous, mais je sens une grande fatigue monter partout, une drôle de grève: les bullshit-jobeurs ont pris acte de leur inutilité et sont partis télétravailler à la campagne (d'où ils s'occupent en harcelant les services clients pour recevoir leur Billy) et les autres, les premières, deuxième et troisième lignes, sont complètement rincés – des syndicats d'immeubles

aux universitaires, j'ai l'impression que plus personne ne répond au bout du fil en ce moment (Ikea a même ajouté une question à sa FAQ: «Je veux me plaindre, pourquoi n'est-il pas possible de parler à un être humain?» avant d'annoncer un plan de recrutement dans les *call centers* et «l'expérience client», à défaut d'avoir quelque chose à vendre).

Guerres mises à part, l'histoire nous laisse démunis face au spectre d'une économie sans biens ni travailleurs. En 1943, le programme Utility Furniture du gouvernement britannique avait lancé une ligne de meubles dans le pur style «*mid-century*», dont la vente était strictement rationnée, avec priorité aux femmes enceintes, aux jeunes mariés et aux familles avec adolescents grands trop vite. Ikea reprendra peut-être l'idée. ➤

Cette chronique est assurée en alternance par Nadia Vargafgik, Guillaume Lachenal, Clyde Mario Plumauzille et Johann Chacoutot.

SIÈGE COGO



LIVRES/

«Le Nouveau Monde», un grand voyage interlibéral

Réunissant 90 auteurs de tous horizons, l'ouvrage dirigé par Anthony Burlaud, Allan Popelard et Grégory Rzepski dresse en huit parties un riche portrait critique du néolibéralisme, du pouvoir du capital aux témoignages de travailleurs.

Par DAMIEN DOLE

Dans quel monde vit-on ? Comment le qualifier ? Les classements sont souvent bancals. Un exemple du siècle dernier. L'URSS est généralement considérée comme un régime communiste, voire comme le communisme appliqué à un pays. Une typologie presque limpide apprise dès les livres d'histoire à l'école. Pas aux yeux de l'anarchiste russe Emma Goldman, pour qui il ne fallait pas confondre bolchevisme et communisme, à cause du système de classes, des privilèges et de la dictature mis en place dans l'Union soviétique. L'évidence se brouille. Alors dans ce début du XXI^e siècle, où les mots sont modifiés, où un collègue est un collaborateur, où les licenciements deviennent un plan de restructuration, où le chef a fait place au mana-

ger, il semble encore plus cavalier de ranger des pays tout entiers derrière un simple mot.

Pour un grand nombre de penseurs, le monde occidental (autre classification sujette à caution) est pourtant bel et bien ancré dans le néolibéralisme. Le libéralisme et l'ultralibéralisme passent au second plan dans l'analyse, le capitalisme est cantonné à un système économique quand bien même il infuse sur le reste, l'autoritarisme dévolu à la description de l'action politique.

PRÉCARISATION

Dans un gros ouvrage, *le Nouveau Monde. Tableau de la France néolibérale*, Antony Burlaud, Allan Popelard et Grégory Rzepski ont réuni quelque 90 auteurs pour qu'ils décortiquent, déconstruisent et torpillent le néolibéralisme. Il était temps : on commençait à cerner sa définition et quelques-unes de ses applications concrètes. Il fallait dé-

sormais rassembler l'ensemble des connaissances. Et ce millier de pages était un minimum.

Le terme de néolibéralisme, qui entremêle politique, économie et philosophie, a pris une place plus conséquente dans le débat intellectuel ces dernières années. Barbara Stiegler, seule auteure dont on peut s'étonner de l'absence, l'a bien expliqué dans *Il faut s'adapter*. Antoine Vauchez, politiste et directeur de recherches au CNRS, aussi, dans *le Nouveau Monde* : «Avec le programme néolibéral, l'économie de marché n'est plus un principe de limitation de l'intervention de l'Etat, mais elle devient le fondement même d'une action publique qui se voit chargée d'œuvrer en continu pour diffuser les valeurs de la concurrence et de la compétitivité, dans l'économie et dans la société, mais aussi au cœur de l'Etat lui-même.» S'esquise alors un projet politique au service d'une économie qui exé-

cre l'Etat tant qu'il ne lui permet pas de faire ce dont elle a envie. Avec, parfois, quelques excès de zèle. François Ruffin, député de La France insoumise et directeur de *Fakir*, et seule personnalité du livre qui a une fonction électorale, revient notamment sur le refus par le gouvernement d'allonger la durée du congé de deuil de cinq à douze jours. Douze jours pour la perte d'un enfant alors qu'une vie n'y suffit jamais. «Ce n'est pas à l'entreprise de payer», avait malgré tout asséné le ministre du Travail Muriel Pénicaud au début du «couac», en janvier 2020, illustrant ainsi l'adage principal du néolibéralisme, que l'Etat est là pour protéger les intérêts du privé. Un peu trop parfois : le président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, s'était senti obligé de demander un nouveau vote, estimant que le gouvernement et la majorité avaient un peu trop surinterprété

les désirs des entreprises. Et que cela commençait à se retourner contre elles.

Plutôt que de longs tunnels sur plusieurs centaines de pages, les directeurs de l'ouvrage ont décidé de multiplier les entrées, dans des textes oscillant la plupart du temps entre quatre et quinze pages, rangés dans huit parties. Afin que leur «tableau», une référence à Jules Michelet, puisse prendre sens, même s'il est «difficile pour un seul auteur de pouvoir prétendre embrasser et restituer la réalité française dans toute son ampleur». Il fallait des dizaines d'autrices et d'auteurs de tous horizons. Et ce tableau se matérialise alors, autant avec une inspiration impressionniste, par d'innombrables touches de pin-craux, que dans la filiation d'un Jean-François Millet ou d'un Gustave Courbet, par la représentation brute du réel. Le livre se lit comme un manuel, comme un livre de re-





A Rimogne, dans les Ardennes, en 2018.
PHOTO ERIC TABUCHI

Parmi toutes les figures, celle d'Emmanuel Macron revient plus souvent, parce qu'elle est actuelle, parce qu'elle est le néolibéralisme incarné en France, cet Etat souvent autoritaire au service des dominants économiques. Pierre Serna, spécialiste de la Révolution française, qui se propose d'établir «une brève histoire de l'extrême centre», décide de «réinscrire l'impétrant dans la longue série des êtres providentiels, surgis quelques mois avant une élection ou une échéance importante. Le système macronien ne constitue en effet que la dernière manifestation d'une pratique ancienne, et bien rodée, de la bourgeoisie conservatrice». L'assurance chômage, la répression des gilets jaunes, l'évolution de la fiscalité, le serpent de mer de la loi sur les retraites... Tout ce que le livre décrit semble passer au tamis le quinquennat qui s'écoule, et que la gestion du Covid, malgré le «quoi qu'il en coûte», n'a que freiné.

«ÉCLAIRER»

Que faire? Comme se le demandait le nihiliste russe Nikolai Tchernychevski avant que Lénine ne lui emboîte le pas. Au détour des chapitres de ce tableau aussi noir qu'éclairé – car éclairé –, un texte de Thierry Discepolo, directeur des éditions Agone. Il raconte ces citadins qui ont quitté leur métropole pour se reconstruire dans la nature, «quel que soit ce qu'on appelle ainsi». Ces personnes sont «le sel de la terre». «Mais avec quoi saler si même le sel est dessalé? questionne Discepolo. Il ne serait plus bon qu'à être jeté dehors et foulé aux pieds. Ils sont la lumière du monde. Et comme la lampe de la maison, ils doivent se placer bien en vue pour éclairer les uns les autres.»

«On nous dit: "Vous n'êtes pas drôles." Mais l'époque n'est pas vraiment drôle», disait Pierre Bourdieu à propos de la *Misère du monde*. Nadine, conseillère Pôle Emploi, le confirme dans son monologue: «Comme je suis rentrée à l'ANPE en 1997, je dis souvent que j'ai commencé dans un établissement public de gauche et que maintenant je travaille dans une entreprise de droite.» De ce *Nouveau Monde*, selon l'humeur, on ressortira, comme Nadine, pessimiste sur ce qui nous attend, ou optimiste de voir qu'on est tant à voir le monde néolibéral tel qu'il est, à saisir ses méfaits tels qu'ils sont. ♦

ANTONY BURLAUD, ALLAN POPELARD et GRÉGORI RZEPSKI (dir.) LE NOUVEAU MONDE. TABLEAU DE LA FRANCE NÉOLIBÉRALE Ed. Amsterdam, 1046 pp., 29 €.

cettes, dans lequel on picore des idées qui révoltent ou font du bien, où l'ordre a du sens mais peut être dépassé sans nuire.

Tous les textes cisailent le monde, mettent des mots sur ce que chacun voit de ses yeux ou pressent s'il ne le vit au quotidien, chacun le disant avec ses termes, ses angles, ses exemples. L'historien Xavier Vigna établit de son côté une histoire concise du monde ouvrier en France et de son délabrement. Et au-dessus duquel le néolibéralisme referme le couvercle, laissant impuissants les syndicats, le reste des forces politiques et intellectuelles qui se soucient du sort des cols bleus, et, surtout, les ouvriers eux-mêmes, puisque leurs armes (le collectif, les corps intermédiaires, leur culture) ont été dévitalisées par les dominants.

Si le *Nouveau Monde* est aussi saisissant, c'est peut-être grâce à ce parti pris d'avoir choisis des auteurs

d'horizons différents qui, avec pour chacun le néolibéralisme en ligne de mire, ont leur spécialité, et même des métiers distincts. L'écrivain François Bégaudeau produit six textes, dont cinq dans la stimulante et ultime partie «Mythologies» – «Volontiers polémiques», ces saillies proposent «d'écailler quelques-unes des fausses évidences au milieu desquelles nous vivons», décrivent les directeurs d'ouvrage. Séries, SUV, coût du travail, colis, collaborateur (collègue)... Tout y passe ou presque. L'auteur d'*Entre les murs* s'attaque à un autre mot du néolibéralisme: «Invités à la résilience, nous sommes invités à encaisser l'existant. C'est ici que la résilience n'est pas la résistance mais son contraire: une variante de la soumission.»

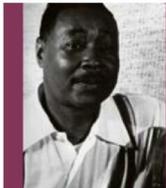
Laurent Binet («la liberté») ou Nathalie Quintane (sur les «éléments de langage») y figurent aussi. Comme le poète Christian Prigent,

Le livre se lit comme un manuel, comme un livre de recettes, dans lequel on picore des idées qui révoltent ou font du bien.

qui a fondé la revue *TXT* et entretenu une correspondance avec Francis Ponge. Lui s'intéresse au peuple: «Que peut vouloir dire "écrire le peuple aujourd'hui"? Seule certitude: écrire, c'est résister à la misère servile à quoi réduit l'hégémonie du parler médiatisé.»

Ecrire ce que pense le peuple, le retrancier aussi, est une des principales difficultés de tous les champs qui s'intéressent au réel.

Les sociologues y arrivent, les artistes souvent, les journalistes parfois, lorsque les contraintes de place, de temps et de ligne éditoriale ne les en empêchent pas. Burlaud, Popelard et Rzepski ont souhaité une retranscription fidèle, sans question ni réponse, avec des acteurs allant du chômeur au haut fonctionnaire. En se plongeant dans ces dizaines de pages de «monologue», on pense à Pierre Bourdieu et à sa *Misère du monde*. Martin est un marin de 35 ans qui multiplie les CDD, ajoutant l'instabilité à un métier déjà éprouvant: «Mon contrat s'est terminé hier, je ne sais pas trop ce que je vais faire. Peut-être amener un catamaran aux Antilles: des gonzzesses, des dauphins, les alizés qui l'emmenent... Faut voir.» Un rêve simple dans une vie qui ne l'est pas, compliquée par un système économique qui trouve son compte dans la précarisation du monde salarié.



LIBÉ WEEK-END

Chaque samedi, retrouvez huit pages consacrées à l'actualité littéraire. Cette semaine, la découverte d'inédits de Claude McKay (photo) chez les Nouvelles Editions Place et chez Héliotropismes, et la traduction du *Visage de Pierre* de William Gardner Smith (Bourgeois), vision d'un Noir américain sur le massacre du 17 octobre 1961 à Paris. PHOTO CORBIS GETTY

L'historien Amos Reichman retrace le parcours du fondateur des éditions de la Pléiade, juif d'origine russe émigré aux Etats-Unis pour fuir le régime de Vichy.

Les derniers mots du *Journal* de Gide, datés du 21 novembre 1950, sont pour son *cher Jacques Schiffrin* dont il vient d'apprendre la mort, à New York. Trois mois plus tard, André Gide meurt à son tour. L'auteur des *Nourritures terrestres*, qui ne fut pas toujours tendre (avec Proust par exemple), est omniprésent dans cette biographie comme il fut fidèle dans son amitié protectrice envers l'éditeur Jacques Schiffrin, fondateur de la Pléiade puis de Pantheon Books, grande maison d'édition américaine qui œuvra aux relations transatlantiques.

Mélancolie. L'autre pilier de ce livre s'appelle Roger Martin du Gard, prix Nobel de littérature, comme Gide. La correspondance de ces trois hommes que séparent l'Atlantique, puisque Jacques Schiffrin, juif d'origine russe, parvient à s'exiler aux Etats-Unis en 1941, est l'un des plaisirs qu'offre *Jacques Schiffrin. Un éditeur en exil*, portrait très documenté que signe Amos Reichman, normalien, énarque et agrégé d'histoire né en 1990.

Préfacé par l'historien Robert O. Paxton, ce livre qui relève de l'histoire culturelle accorde une juste place à l'émotion et à la sensibilité. Jacques Schiffrin, dont le fils André fut un éditeur renommé également, était un homme inquiet qui ne remettrait jamais d'avoir quitté l'Europe. «*Le monde d'avant*» la Seconde Guerre mondiale et le «*monde d'après*» sont les expressions qui scandent le texte. La nostalgie et la mélancolie qui imprègnent le tempérament de l'éditeur d'avant-garde le rendent plus attachant encore. Né en 1892 à Bakou (alors dans l'Empire russe) dans



Jacques Schiffrin dans les années 40. PHOTO ARCHIVES SCHIFFRIN

Jacques Schiffrin, éditeur à double exil

une famille juive aisée, polyglotte et excellent élève, Jacques Schiffrin part en Europe poursuivre des études de droit en 1909. La révolution de 1917 nationalise l'entreprise familiale et rend «*inimaginable tout retour dans une Russie révolutionnaire où il n'aurait plus rien, condamné à défendre un régime auquel il ne croit pas*». Il s'installe à Paris et lance une maison d'édition qui porte le nom d'une constellation et

d'un groupe de poètes de la Renaissance française, la Pléiade. Premier livre édité en 1923: *La Dame de pique* d'Alexandre Pouchkine, qu'il traduit avec son ami Boris de Schloezer et André Gide. Jacques Schiffrin sera bientôt lié à ce dernier pour une trentaine d'années; il sera du voyage de Gide en URSS, en 1936. Il crée une collection, la «*Bibliothèque de la Pléiade*», non pas luxueuse mais desti-

née au contraire au plus grand nombre. Le succès est au rendez-vous: «*La collection de Jacques Schiffrin répond aux attentes des premiers hommes pressés d'une moderne entre-deux-guerres*». Naturalisé français depuis 1927, l'éditeur est heureux. Il fonde une famille avec son épouse, Simone Heymann, ils ont un fils qu'ils chérissent, André, né en 1935 et peut-être pré-

nommé ainsi en l'honneur de Gide. Le catalogue de la maison est prestigieux mais le capital s'épuise, si bien que Schiffrin cède en 1933 à Gallimard la «*Bibliothèque de la Pléiade*» tout en restant directeur de la collection. Mais le 5 novembre 1940, Gaston Gallimard le révoque à la demande des Allemands. La Propagandastaffel reproche à l'éditeur d'être «*entre des mains juives*». Jacques Schiffrin est très atteint par

la «*trahison*» de Gallimard. C'est pour lui une mort symbolique. Jean Paulhan le remplace. Après beaucoup de péripéties et grâce à l'aide de Gide, les Schiffrin atteignent New York depuis Marseille.

«*Anachronisme*». C'est dans la partie consacrée à sa vie américaine qu'Amos Reichman s'approche le mieux de la personne de l'éditeur qui, contrairement à ses confrères, ne met pas en avant les exilés mais les écrivains restés à l'est de l'océan. Il publie *l'Armée des ombres* de Joseph Kessel, *Interviews imaginaires* d'André Gide, *les Silences de la mer* de Vercors, édité en France sous le titre *le Silence de la mer*. Si, professionnellement, Jacques Schiffrin est incontournable dans le monde intellectuel new-yorkais, il ne s'intègre pas aux cercles des exilés – avec André Breton, par exemple, cela ne prend pas. Il cofonde la prestigieuse maison Pantheon Books mais ne rêve que d'une chose: reprendre sa place à la tête de la «*Bibliothèque de la Pléiade*» chez Gallimard à Paris. C'est impossible.

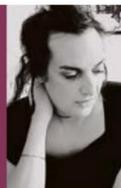
Amos Reichman cite des lettres émouvantes échangées à ce sujet avec André Gide et Roger Martin du Gard, son «*compagnon en anachronisme*». Jacques Schiffrin est né «*au XIX^e au pays des tsars*», il appartient aux anciens dans la nouvelle querelle qui les oppose aux modernes. Il ne remettra pas les pieds en France mais y envoie son fils André à l'été 1949. Il craint que le jeune homme ne soit gâché par «*la culture américaine de l'écume*». L'éditeur a décidément du mal avec les Américains, qui «*ne comprennent pas la nécessité d'aller aux sources. J'ai souvent du mal à expliquer cela à André. J'ai bien peur que tous ses dons ne tournent au journalisme*».

VIRGINIE BLOCH-LAINÉ

AMOS REICHMAN
JACQUES SCHIFFRIN. UN ÉDITEUR EN EXIL. Préface de Robert O. Paxton, Seuil, «*La Librairie du XXI^e siècle*», 288 pp., 22 € (ebook: 16 €).



Colloque L'Imec organise ce jeudi une journée d'étude sur les «poètes femmes d'aujourd'hui» avec Vénus Khoury-Ghata (photo), Marie de Quatrebarbes, Esther Tellermann et Catherine Weinzaepflen, qui présentent à 19 heures l'ouvrage d'une poétesse qui les a marquées (Adelheid Duvanel, Ingeborg Bachmann, Nelly Sachs et Marina Tsvetaïeva). Abbaye d'Ardenne, 14280 Saint-Germain-la-Blanche-Herbe. reservations@imec-archives.com. PHOTO OPALE LÉEMAGE



Rencontre Dans le cadre de la cinquième édition du Mois de l'imaginaire ce mois d'octobre, la Maison de la poésie propose ce vendredi à 19 heures une rencontre avec Sabrina Calvo (Melmoth Furieux, La Volte) (photo) et Phoebe Hadjimarkos Clarke (Tabour, Le Sabot) sur le thème «Se réinventer en communautés, deux visages de la science-fiction queer». Passage Molière, 157, rue Saint-Martin, 75003. PHOTO DR

Irvin et Marilyn Yalom, chronique d'une mort annoncée

Le couple consacre un ouvrage à comment vivre après la perte de l'autre.

Les fans du célèbre psychiatre californien Irvin Yalom – ils sont très nombreux de par le monde – tiendront sans doute à lire ce qui sera peut-être son dernier livre, coécrit en partie avec sa femme Marilyn, mourante, qui s'éteint d'ailleurs au milieu de son écriture. Dans cette chronique d'une mort annoncée, les deux auteurs conversent avec sincérité et une relative sérénité. Le titre, qui inverse la sentence habituelle («question de vie et de mort») en en faisant une question de mort et de vie, montre qu'on peut survivre et même vivre après la mort de «sa moitié», ce que fait l'auteur nonagénaire à partir de la page 201 – Schopenhauer, un vieux compagnon, étant venu à sa rescousse. C'est d'ailleurs un des grands intérêts de cet ouvrage que de voir à quel point Irvin Yalom s'appuie littéralement sur certains auteurs, Nietzsche en particulier, philosophe auquel il a consacré un livre, *Et Nietzsche a pleuré* (Galaade, 2007). Quant à la maxime de Yalom, celle qui semble avoir été le moteur de sa vie, c'est chez Sénèque qu'il l'a trouvée. Sénèque qui écrivait : «Un homme ne peut pas être prêt à mourir s'il n'a fait ce commencer à vivre. Nous devons tous nous donner pour but d'avoir déjà suffisamment vécu.» De ce côté-là, on ne se fait guère de soucis pour Irvin Yalom.

**GENEVÈVE DELAISÉ
DE PARSEVAL**

IRVIN ET MARILYN YALOM
**UNE QUESTION DE MORT
ET DE VIE** (traduit de l'anglais
par Philippe Blanchard,
éd. Albin Michel, 320 pp., 21,90 €.



Vaillant étudie notamment le plaisir et l'addiction liés au jeu. PHOTO P. WRIGHT. FAIRFAX MEDIA. GETTY

Les êtres humains se font un plaisir de réfléchir

Du néolithique à nos jours, Alain Vaillant ausculte notre relation à la connaissance, dans le jeu ou la religion, qui a évolué vers une jouissance poursuivie simplement par elle-même.

Historien du romantisme, de la presse et du rire, Alain Vaillant signe avec *L'Anthropocène ou l'âge de l'addiction cognitive* un livre plus inattendu. Du néolithique jusqu'à l'âge des réseaux sociaux, il s'interroge sur cette capacité de l'homme à éprouver du plaisir à se projeter en imagination dans toute action qu'il entreprend. Si c'est un thème qui peut relever de la philosophie et de la psychanalyse, Vaillant pose ici un fait anthropologique. Il ne parle donc pas des seuls intellectuels mais universellement de l'homme ordinaire. Le joueur dans ses martingales, l'amoureux dans l'escalier, le bricoleur dans son atelier et même le joueur dans sa course, éprouvent, comme le moine confit en dévotion, le savant à l'affût de

l'équation parfaite ou l'artiste rêvant un chef-d'œuvre inconnu, un intense plaisir cérébral qui peut être conscient mais aussi largement inconscient.

Récompense. En effet, la thèse qu'Alain Vaillant développe «est que l'homme est cet animal singulier qui a appris à jouir pour lui-même de son plaisir cognitif». Le néolithique a possiblement été le moment où cela s'est produit, quand l'homme a commencé à se libérer de la nature en la dominant, acquérant ainsi la possibilité de se déconnecter temporairement de

Chacun a éprouvé cette jouissance cérébrale [...] d'entreprendre quelque chose avec le plaisir extrême qui naît de l'anticipation plus encore que de sa réalisation.

toutes interactions potentielles pour se livrer aux plaisirs neuro-naux. Moment où les croyances et les activités techniques et artistiques se sont développées avec toutes les incertitudes scientifiques qui accompagnent encore ce moment capital, mais où l'on peut néanmoins penser que les facultés cognitives y ont rencontré des stimulations nouvelles. Ce débrayage du réel, Vaillant l'avait déjà posé dans *La Civilisation du rire* (voir *Libération* du 24 décembre 2016), une autre forme de plaisir. Cet essai reposait sur une condition, celle de dépendre d'un état où toute menace agressive est suspendue. Il peut alors éclater intempestivement et se communiquer violemment à la société des rieurs. Ce débrayage des interactions est aussi capital dans le processus cognitif décrit ici. Mais il se couple au phénomène de l'addiction qui, pour Vaillant, fonctionne comme principe directeur. Chacun a éprouvé cette jouissance cérébrale qui stimule le circuit de la récompense, celle d'entreprendre quelque chose avec le plaisir extrême qui naît de l'anticipation plus encore que de sa réalisation. Qu'on y parvienne ou pas, c'est

comme une bille de flipper : «*Same player shoot again...*» L'homme est un start-up de la jouissance. Ce plaisir et cette addiction, on les trouve dans le jeu, auquel Vaillant consacre un long chapitre. Mais aussi dans le religieux, la sublimation esthétique, l'empire de la fiction et la passion de la pensée. Avec le même soin méthodologique, Vaillant confronte sa thèse à l'histoire.

Il est dur en peu de lignes d'entrer dans ce déroulé qui part des sociétés tribales pour parvenir à l'hyper-capitalisme, l'hyper-consumérisme, la société du spectacle et des révolutions numériques, en passant par les théocraties. Mais du moins, la crise majeure de l'anthropocène est liée à l'articulation du «plaisir cognitif» et de l'individualisme qui a fondé, dès l'Ancien Régime, les sociétés modernes. C'est, pourrait-on dire, «le retournement du gant». Le déni des interactions entre l'homme, la nature et l'autre. L'histoire des derniers siècles témoigne que cette addiction compulsive ne s'est pas faite sans catastrophes humaines et écologiques. Son intensification devenue hystérique a basculé du côté obscur et ce qu'on a appelé positivement «progrès» au XIX^e siècle débouche sur un lourd bilan mondialisé. Aussi Vaillant voit-il une sortie nécessaire dans une connexion du «plaisir cognitif» avec un monde post-individualiste en réseaux au sens que développe Bruno Latour. Projet offrant le bénéfice d'une «*libido vivendi*», d'un plaisir de vivre, mais pour lequel il faut bannir tout optimisme béat.

Fresque. *L'Anthropocène ou l'âge de l'addiction cognitive* est un «essai» au sens propre du terme, qui embrasse le chemin de l'humanité. La fresque est d'ampleur et offre au lecteur un véritable plaisir cognitif de participer à une enquête. Mais dans cette course de fond – l'auteur est un impénitent joggueur –, la clarté du propos permet à tout un chacun de ne pas le lâcher. Philosophie, anthropologie, sciences cognitives dialoguent ici, bien évidemment sans jamais oublier la littérature. Balzac, Flaubert, Baudelaire, Mallarmé et Valéry s'inventent pour des vues originales et souvent paradoxales qui donnent à penser.

JEAN-DIDIER WAGNER

ALAIN VAILLANT
L'ANTHROPOCÈNE OU L'ÂGE DE L'ADDICTION COGNITIVE
Le Bord de l'eau, «Perspectives anthropologiques», 264 pp., 20 €.

Le temps des cathédrales

Laurent Voulzy Rencontre mécréante avec le chanteur populaire qui a le mysticisme au cœur et donne désormais des concerts dans des abbayes et des basiliques.



L'automne est magnifique en bord de Marne où Laurent Voulzy réside dans une maison studio chaleureuse et avenante. Coïncé dans une impasse adjacente par le photographe, il prend la pose et tente de faire le grand écart, sinon les pieds au mur. Il n'est pas certain qu'il adore l'exercice, ni soit ravi de se voir en peinture, ou plutôt en image. Mais, dès la séance finie, il instaure une atmosphère détendue, comme si la gravité et l'aigreur n'étaient pas de son milieu, fidèle en cela au sucre étudié et au miel talentueux de ses mélodies pop impeccablement arrangées.

Ne surtout pas résumer Voulzy à ces caricatures indolentes. Il n'y a rien chez lui de tropicalisé. Ce maniaque n'obtient satisfaction musicale que difficilement et veille tard derrière ses tables de mixage. Il est également en rupture avec le profil de l'artiste concerné, volant au vent de l'air du temps, gobant les mouches et, comme elles, changeant d'âne. Prenant de biais un showbiz qui a la foi en tapinois, Voulzy est un croyant sincère, piqué d'ésotérisme et d'onirisme. Depuis toujours, il évolue dans un univers mystique qu'on ne lui soupçonnait pas. Mieux, sa carrière a bifurqué et il fait désormais la tournée des

églises. Au lieu de remplir des Zénith, il s'approprie l'abbaye du Mont-Saint-Michel ou l'église Saint-Sulpice à Paris. En moyenne, 800 à 1000 personnes se pressent à ses spectacles. Le clergé se réjouit de cette mise en lumière d'un patrimoine souvent délaissé. Les fans et les fidèles patientent au coude à coude, dans un calme étonnant. Voulzy se produit en trio, avec un clavier et une harpiste, délaissant la section rythmique. Le répertoire évolue en conséquence.

Il débute religieusement par *Jeanne* ou *Jésus*, qui font écho à ses préoccupations métaphysiques. Il se dispense de *Rockcol-lection* et de *Les nuits sans Kim Wilde*. Ce qui ne l'empêche pas de finir par *Belle-Ile-en-Mer*. Ces jours-ci, il publie *Mes cathédrales*, récit de ses pérégrinations sous ogives et inventaire informé de ces lieux qu'il préfère gothiques que romans. Anticlérical pathologique, il m'a semblé intéressant d'y aller voir, afin de penser un instant contre ma mécréance. Chance, le coauteur de l'ouvrage est Laurent Joffrin, ancien patron de *Libé* qu'il m'amusait de recroiser par ce subterfuge. D'autant que Joffrin est tout aussi éloigné que moi des engouements croyants de Voulzy. Lequel

détaille ainsi sa fascination : «*Les cathédrales ne sont pas seulement des constructions. Ce sont des grimoires [...]. Ces maximes secrètes, ces vérités occultées m'ont toujours passionné, moi, qui suis en recherche, moi, qui veux croire à l'esprit aussi fort que la matière, à la spiritualité plus qu'au dogme, au monde invisible voilé par les réalités visibles.*»

Ses débuts dans la vie furent compliqués. Il naît d'une liaison secrète entre un politicien antillais, également homme d'affaires et poète, et sa mère qui a alors 18 ans. Enceinte, celle-ci fuit la réprobation locale et accouche en métropole. Elle veut devenir danseuse et commence par le confier à des familles d'accueil. Puis, ayant renoncé à faire carrière, elle élève ses quatre enfants à Nogent-sur-Marne. Le beau-père est physicien et d'un rationalisme assuré. Le gamin se sent plus en phase avec les croyances maternelles. Il en dit : «*Elle a vécu sa jeunesse dans l'une de ces îles où le surnaturel se mêle au naturel, où le visible et l'invisible se côtoient.*»

À l'adolescence, la musique emporte tout, avant que le mysticisme ne le rattrape. Il s'intéresse au bouddhisme, à l'ésotérisme, aux Rose-Croix, à l'alchimie, à l'astrologie, à sainte Thérèse d'Avila ou à Teilhard de Chardin. S'il est assez oecuménique, il se sent proche de son catholicisme initial : «*Je suis plus sensible au décor, à la musique, à l'art chrétien.*» Il ne pratique plus mais quand il visite les églises, il s'isole un moment, avec cierge allumé. Chaque matin, il médite et doit faire front aux moqueries d'Alain Souchon, son compère de composition. Ce frère de chant qui estime que le ciel est vide le hèle, goguenard, d'un : «*Alors, tu l'as vu, là-haut ?*» Réponse taquine de Voulzy : «*Alain est assez désespéré. Il pense qu'il n'y a rien. Plus confiant, j'espère qu'il y a quelque chose caché derrière.*»

Voulzy s'endort facilement, puis se réveille dans la nuit pour noter ses rêves. Il dit : «*Certains répondent à mes frustrations et à mon inconscient. D'autres sont des messages dictés de l'extérieur.*» Et d'avouer qu'il entend parfois des voix, comme cette Jeanne d'Arc qu'il apprécie tant. Habitué à déclencher le scepticisme sinon l'hilarité, il balaie sans acrimonie les blagues qui ponctuent ces révélations. Tel Joffrin le cartésien lui lançant : «*La France a eu un président normal, François Hollande. Elle a un chanteur paranormal : Laurent Voulzy.*» Cela dit, Joffrin, qui s'est promené aux côtés des deux hommes, est bien placé pour comparer les popularités. Sans discussion aucune, il donne le point à Voulzy. Celui-ci se fait arrêter à tout bout de champ, sacrifiant à la folie selfie avec gentillesse. Même s'il s'inquiète d'être moins à son avantage en photo que la génération montante entraînée à numériser son sourire.

Voulzy a la croyance éthérée. Il se fiche assez des prescriptions du Vatican ou de l'évêché. Il se contente de célébrer les préceptes de base tels «*Aime ton prochain comme toi-même*», «*Les premiers seront les derniers*», ou «*Que celui qui n'a jamais péché lui jette la première pierre*». Libéral sur les questions de mœurs et soucieux de charité sociale, le militant d'ATD Quart Monde apprécie le pape actuel, mais sans lui baisser l'anneau. En politique aussi, il est agnostique, même si Joffrin s'amuse à nuancer : «*Il est comme Mitterrand. Il croit aux forces de l'esprit.*» Voulzy flotte au fil de l'eau, même s'il a le souci assez écolo et le tropisme maritime, plus qu'ultramarin. De très loin, il a pu apprécier Sarkozy en 2007 ou choisir Macron en 2017. Pourtant, il se passionne pour l'actualité, s'affaie devant les débats des chaînes info et laisse valser les arguments, attendant qu'un argument le transcende. Disert et tolérant, il croise parfois des élus avec qui il noue des relations à contre-courant. Mais ce père de quatre garçons, tous musiciens, qui a vécu longtemps en Angleterre, avant une récente séparation, reconnaît une affection transie pour... la reine Elisabeth. Et de se souvenir de son émotion dans la rue, lors du mariage de Kate et Williams, quand est passée la vieille dame à chapeau. Il concède rechercher ces moments de ferveur. Cette communion des foules, ce lien général sublimant les individus, il le guette aussi bien lors d'un match Arsenal-Chelsea que lors des concerts des Beatles et des Stones, appréciés à égalité. Et sans doute le convoite-t-il aussi sous les voûtes sacrées, qu'il vient hantier en troubadour rescapé du Moyen Âge et en baladin des temps anciens, portant velours coté et jabot de dentelles. ◀

LE PORTRAIT

Par **LUC LE VAILLANT**
Photo **RÉMY ARTIGES**